ISSN 3088-8824

Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Lundi 23 novembre 2026 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°1032 ■

AIE

Le refroidissement devient le premier poste de croissance de la demande électrique mondiale

P 16

HYDROCARBURES

Des Chinois et des Polonais à l'affût du marché algérien

Le secteur algérien des hydrocarbures suscite un intérêt croissant auprès des investisseurs étrangers. Plusieurs opérateurs chinois et polonais affichent ainsi leur volonté de renforcer leur présence sur le marché national, notamment dans les services pétroliers et gaziers, les infrastructures et les technologies. C'est dans ce contexte que le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, a tenu hier à Alger deux rencontres distinctes avec Andy Zhao, président de la société chinoise Jereh Energy Services Corporation, et Grzegorz Wrona, vice-ministre polonais des Biens de l'État. P 3



DYNAMISATION DE LA BOURSE D'ALGER

Deux emprunts obligataires et un nouvel intermédiaire agréé

La place financière algérienne poursuit son développement avec l'arrivée de nouveaux intervenants et la diversification des instruments de financement. La Commission d'organisation et de surveillance des opérations de bourse (COSOB) a annoncé, hier, l'octroi de son visa à deux émissions obligataires d'un montant global de 4,5 milliards de dinars, destinées aux investisseurs professionnels.

P 2

CAMPAGNE LABOURS-SEMAILLES 2026-2027

AGRODRIVE renforce ses moyens de mécanisation

Mobilisation du matériel agricole, renouvellement du parc, disponibilité des semences et amélioration des capacités de stockage : plusieurs dispositifs sont déployés pour accompagner les agriculteurs durant la campagne céréalière 2026-2027. AGRODRIVE, filiale du groupe AGRODIV, prévoit notamment l'acquisition de nouveaux équipements, tandis que l'OAIC a mobilisé 78 guichets uniques à travers le pays pour faciliter les démarches des céréaliers.

P 5

PRODUCTION ALGÉRIENNE DE GAZ NATUREL AU T3 2026

En hausse de 3 %, à 24,42 milliards de m³

La production algérienne de gaz naturel a progressé de 3 % au troisième trimestre 2026, pour atteindre 24,42 milliards de mètres cubes (m³), contre 23,66 milliards de m³ sur la même période de 2025. Cette hausse de 760 millions de m³ confirme la dynamique de la production nationale, qui affiche également une augmentation de près de 4 % sur les neuf premiers mois de l'année.

P 3

NESDA

21 étudiants de l'ESAA accompagnés dans leurs projets entrepreneuriaux P 2

AGRICULTURE, INDUSTRIES DE TRANSFORMATION ET TOURISME

Trois piliers pour consolider la résilience économique P 3

DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE NATIONALE

L'Algérie mise sur le potentiel économique de sa diaspora P 4

RETRAITE

Nouvelle mesure pour faciliter la justification de la situation sociale des ayants droit de sexe féminin

La Caisse nationale des retraites (CNR) a annoncé, dimanche dans un communiqué, l'adoption d'une nouvelle mesure visant à faciliter la justification de la situation sociale des ayants droit de sexe féminin concernées par le bénéfice d'une pension de réversion.

Conformément à cette nouvelle procédure, les intéressées peuvent présenter une déclaration sur l'honneur attestant de non-mariage, de non-remariage ou de non-exercice d'une activité professionnelle rémunérée ou non rémunérée. Cette déclaration, signée par la concernée et légalisée auprès des services de la commune, suffit à justifier la situation sociale des concernées.

Cette mesure dispense les intéressées de fournir les certificats de non-mariage ou de non-remariage et le certificat de non-activité, ainsi que de faire appel à deux témoins, une exigence qui entrainait des difficultés et des complications administratives, selon le communiqué.

En contrepartie, les opérations de vérification de l'exactitude des informations déclarées seront renforcées, à travers le croisement des données avec les différentes plateformes électroniques disponibles et l'actualisation des situations sociales le cas échéant.

Les documents nécessaires peuvent être téléchargées sur le site électronique du CNR pour éviter tout déplacement à l'agence locale.

La CNR a affirmé poursuivre ses efforts visant à moderniser les services, à simplifier les procédures administratives et à améliorer la qualité du service public, de manière à garantir la prise en charge optimale des retraités et des ayants droit et à renforcer le processus de rapprochement de l'administration du citoyen, et ce, en exécution des instructions du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale.

APS

DYNAMISATION DE LA BOURSE D'ALGER

Deux emprunts obligataires et un nouvel intermédiaire agréé

La place financière algérienne poursuit son développement avec l'arrivée de nouveaux intervenants et la diversification des instruments de financement. La Commission d'organisation et de surveillance des opérations de bourse (COSOB) a annoncé, hier, l'octroi de son visa à deux émissions obligataires d'un montant global de 4,5 milliards de dinars, destinées aux investisseurs professionnels.

Par Z R.

Le régulateur a également accordé un agrément à un nouvel intermédiaire en opérations de bourse (IOB), portant ainsi à douze le nombre d'acteurs habilités sur le marché financier national.

Les deux opérations obligataires concernent Maghreb Leasing Algérie (MLA) et BRUM Algérie. La première porte sur un montant de 3 milliards de dinars, à travers l'émission de 300 000 obligations ordinaires d'une valeur nominale de 10 000 dinars chacune. D'une durée de cinq ans, cet emprunt est assorti d'un taux d'intérêt annuel fixe de 5,65 %.

Il s'agit de la sixième émission obligataire de MLA, société financière spécialisée dans le crédit-bail, créée en 2006 et dotée d'un capital social de 6,5 milliards de dinars. Cette opération vise à financer le développement de son activité de crédit-bail, à diversifier ses sources de financement et à renforcer les ressources consacrées à ce segment.

De son côté, BRUM Algérie prévoit de mobiliser 1,5 milliard de dinars à travers l'émission de 1,5 million d'obligations ordinaires, d'une valeur nominale de 1 000 dinars chacune. L'emprunt, d'une maturité de sept ans, est assorti d'un taux d'intérêt annuel fixe de 6,25 %, avec un remboursement du principal à l'échéance. La réalisation de cette opération reste toutefois conditionnée à la souscription intégrale du montant de l'émission.

Les fonds mobilisés permettront à l'entreprise, spécialisée dans la transformation des matières plastiques et la fabrication d'emballages et de produits de conditionnement, de couvrir ses besoins en fonds de roulement liés au développement et à la commercialisation de deux nouvelles gammes de produits : les palettes de séparation en plastique et les caisses « Palox ». Ils serviront notamment à financer l'acquisition des matières premières nécessaires à leur fabrication, dont le polypropylène (PP) et le polyéthylène haute densité (PEHD).

Un douzième intermédiaire agréé

Parallèlement à ces deux opérations, la COSOB a annoncé l'agrément de la société par actions « I.M. Conseil » en qualité d'intermédiaire en opérations de bourse, conformément au règlement n° 15-01 du 15 avril 2015. Son entrée en activité intervient à la suite de sa participation au capital de la Société de gestion de la Bourse des valeurs (SGBV).

Cet agrément lui permet d'exercer plusieurs activités liées aux services d'investissement financier, notamment le conseil en placement de valeurs mobilières, la gestion individuelle de portefeuilles sous mandat, le placement et la négociation de titres pour le compte de tiers ou pour son propre compte. La société pourra également accompagner les entreprises dans leurs opérations de restructuration du capital, de fusion et de rachat, ainsi que dans la gestion de portefeuilles d'organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM). Avec cette nouvelle autorisation, le nombre d'intermédiaires en opérations de bourse agréés atteint désormais douze. Une évolution qui vient renforcer le dispositif d'intermédiation financière et élargir les capacités d'accompagnement des entreprises et des investisseurs sur la place financière algérienne.

NESDA

21 étudiants de l'ESAA accompagnés dans leurs projets entrepreneuriaux

La deuxième session de formation du Centre de Développement de l'Entrepreneuriat (CDE), organisé au sein de l'École Algérienne Supérieure des Affaires (ESAA), a pris fin avec la participation de 21 étudiants, à l'issue d'un parcours de formation alliant acquisition des connaissances fondamentales en entrepreneuriat et mise en pratique, dans le but de permettre aux étudiants de transformer leurs idées en projets d'investissement réalisables.

La phase finale de cette session a été consacrée à la transition de la formation vers l'accompagnement et l'orientation entrepreneuriale, à travers des séances de mentorat et des rencontres interactives avec des spécialistes et des experts dans le domaine de l'accompagnement des entreprises. Ces rencontres ont porté sur plusieurs thématiques liées à la phase post-création de l'entreprise, notamment l'anticipation des risques potentiels, la compréhension des obligations légales et administratives, la maîtrise des dispositifs d'accompagnement disponibles, ainsi que l'acquisition des connaissances nécessaires pour assurer la pérennité de l'activité et renforcer les chances de réussite du projet.

Ces échanges ont également constitué une opportunité pour les participants de découvrir des expériences de terrain et de bénéficier de conseils pratiques susceptibles de les aider à relever les défis liés au lancement et à la gestion de leurs futures entreprises, tout en développant une culture de gestion responsable et de durabilité dans leur parcours entrepreneurial. Les idées de projets développées par les étudiants au cours de cette session se sont distinguées par leur diversité et leur caractère innovant, couvrant plusieurs secteurs économiques. Elles concernent notamment l'industrie agroalimentaire, à travers la production de compléments alimentaires, ainsi que l'industrie cosmétique, avec le développement de marques algériennes spécialisées dans les parfums et les produits cosmétiques, sans oublier le secteur textile et la confection de vêtements prêts-à-porter.

Les propositions ont également porté sur l'industrie de transformation, notamment le recyclage du plastique et sa transformation en fibres, ainsi que sur les secteurs des services et de la restauration, à travers la création de cafés culturels et conceptuels et de restaurants spécialisés. D'autres projets s'inscrivent dans les domaines du tourisme et du numérique, avec le développement de plateformes électroniques dédiées à la réservation touristique et à la comparaison des offres des agences de voyages, ainsi que des applications numériques spécialisées dans la course à pied. À cela s'ajoutent des initiatives dans le domaine de l'investissement et de l'exploitation agricole, ainsi que la fabrication de gourdes équipées de capsules aromatisées.

Cette diversité des idées de projets témoigne de la créativité et de l'esprit d'initiative des étudiants. Elle met également en évidence le rôle de l'université dans la valorisation des idées innovantes et leur orientation vers la création de valeur économique et la mise en place de microentreprises capables de répondre aux besoins du marché.

La clôture de cette session vient ainsi réaffirmer l'importance du partenariat entre NESDA Alger Centre et les établissements de l'enseignement supérieur, à travers les Centres de Développement de l'Entrepreneuriat (CDE), en tant qu'espaces dédiés à la formation des étudiants, à la diffusion de la culture entrepreneuriale et au renforcement de leurs capacités d'initiative et d'investissement. Ces structures contribuent également à assurer l'accompagnement nécessaire pour passer de l'idée au projet, puis à la création d'entreprises pérennes, participant au renforcement du tissu économique national.

R E.

Quotidien economique
Les Enjeux Eco
Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

HYDROCARBURES

Des Chinois et des Polonais à l'affût du marché algérien

Le secteur algérien des hydrocarbures suscite un intérêt croissant auprès des investisseurs étrangers. Plusieurs opérateurs chinois et polonais affichent ainsi leur volonté de renforcer leur présence sur le marché national, notamment dans les services pétroliers et gaziers, les infrastructures et les technologies. C'est dans ce contexte que le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, a tenu hier à Alger deux rencontres distinctes avec Andy Zhao, président de la société chinoise Jereh Energy Services Corporation, et Grzegorz Wrona, vice-ministre polonais des Biens de l'État.

Par S. R.

Ainsi, les discussions avec la société chinoise ont porté sur l'élargissement de la coopération à plusieurs segments de la chaîne des hydrocarbures : les études de réservoirs et les travaux géologiques, le forage, la stimulation et la mise en production des puits, ainsi que l'exploitation et la maintenance des installations pétrolières et gazières. Les deux parties ont également abordé les perspectives de collaboration dans l'ingénierie et la réalisation d'installations de traitement et de compression du gaz, de même que dans le développement des infrastructures de surface. Enfin, la modernisation des équipements industriels et le recours aux technologies numériques et aux solutions innovantes ont été examinés, dans le but d'améliorer les performances opérationnelles et de renforcer les capacités de production. À cette occasion, Mohamed Arkab a souligné l'importance de consolider les partenariats avec les entreprises disposant d'une expertise technologique avancée. Il a invité Jereh à accroître ses investissements et à participer aux futurs projets du secteur, en insistant sur le transfert de technologie et la formation des compétences nationales. Le ministre a aussi appelé à privilégier les solutions qui réduisent les émissions de méthane et l'empreinte carbone des activités énergétiques. De son côté, Andy Zhao a exprimé l'intérêt de son entreprise pour le développement de ses activités en Algérie et pour l'approfondissement de sa coopération avec Sonatrach. Il a affirmé la disponibilité de Jereh à contribuer aux projets du secteur et à renforcer ses investissements, en s'appuyant sur son expérience dans les services pétroliers et gaziers.

L'offensive d'investissement se poursuit avec Varsovie

Parallèlement à l'intérêt manifesté par le groupe chinois, l'Algérie entend renforcer ses relations énergétiques et industrielles avec la Pologne. Le même jour, Mohamed Arkab a reçu le vice-ministre polonais des Biens de l'État, Grzegorz Wrona, accompagné de l'ambassadeur de Pologne en Algérie, Krzysztof Kopytko. Cette rencontre prolonge les discussions engagées lors d'échanges précédents entre les deux pays, notamment autour des propositions techniques et d'investissement formulées par les entreprises polonaises. Les perspectives de partenariat entre Sonatrach et les opérateurs polonais couvrent plusieurs domaines : l'industrie pétrolière et gazière, le raffinage, la pétrochimie et la fabrication d'équipements. Les discussions ont porté en particulier sur le développement et l'exploitation de gisements grâce à des technologies modernes, sur la production d'équipements pétroliers et gaziers, ainsi que sur la fabrication et la commercialisation d'engrais agricoles selon des procédés innovants qui réduisent l'empreinte carbone.
La coopération pourrait également s'étendre aux échanges commerciaux de gaz naturel liquéfié (GNL) et de gaz de pétrole liquéfié (GPL), en exploitant les infrastructures énergétiques polonaises. Les deux parties ont par ailleurs évoqué des possibilités de coopération dans les services et la logistique, ainsi que dans le dessalement de l'eau de mer, grâce à l'utilisation de technologies polonaises à haute efficacité énergétique pour équiper et développer les stations algériennes.
Sur le plan opérationnel, Arkab a appelé les entreprises polonaises à renforcer leur présence sur le marché national et à saisir les opportunités offertes, notamment dans le cadre de l'Algeria Bid Round 2026.
Il a également insisté sur l'accélération de la coordination technique entre les équipes des deux pays, afin de transformer les propositions avancées en projets d'investissement concrets, fondés sur le transfert de technologie et la formation. Pour sa part, Grzegorz Wrona a réaffirmé la volonté de la Pologne et de ses entreprises de poursuivre les efforts pour concrétiser des partenariats avec Sonatrach et les sociétés algériennes. Il a salué la dynamique de coopération bilatérale et les perspectives de renforcement des échanges économiques et commerciaux.

AGRICULTURE, INDUSTRIES DE TRANSFORMATION ET TOURISME

Trois piliers pour consolider la résilience économique

Par Selma R.

La consolidation de la résilience de l'économie algérienne passe nécessairement par l'accélération de la diversification et la valorisation des potentialités des secteurs hors hydrocarbures. Si les performances enregistrées ces dernières années témoignent d'une capacité d'adaptation aux fluctuations des marchés énergétiques, le maintien de cette dynamique exige de nouveaux relais de croissance, notamment dans l'agriculture, les industries de transformation et le tourisme. Telle est l'analyse développée par Ahmed Hidouci, expert économique, lors de son intervention sur les ondes de la « Chaîne I » de la Radio nationale.
S'appuyant sur les dernières évaluations du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, l'intervenant relève la contribution croissante des activités hors hydrocarbures à la croissance nationale. Il souligne que l'agriculture et les industries de transformation figurent parmi les principaux moteurs de cette évolution. Selon lui, la progression de l'activité agricole, proche de 5 %, constitue un indicateur important, même si les résultats restent en deçà des potentialités disponibles. « L'agriculture est l'un des secteurs capables de contribuer à une véritable résilience économique », a-t-il estimé, plaidant pour une meilleure exploitation des vastes superficies agricoles, notamment dans le Sud, où des millions d'hectares restent susceptibles d'être valorisés. L'enjeu est aussi de réduire la facture des importations alimentaires, qui avoisine les 12 milliards de dollars par an, en renforçant la production nationale de céréales, de lait et d'autres produits alimentaires.
Le deuxième levier réside dans les industries de transformation, dont la contribution au produit intérieur brut (PIB) se rapproche progressivement de 10 %, après être tombée à environ 3 % au cours des années précédentes. Ce niveau demeure toutefois insuffisant au regard des ambitions nationales. « Nous sommes capables d'atteindre une contribution de 15 à 18 % », a considéré Ahmed Hidouci, en mettant en avant la disponibilité des matières premières, d'une main-d'œuvre qualifiée issue des universités et des centres de formation professionnelle, ainsi que de ressources énergétiques à des prix compétitifs. Pour l'expert, le développement de ce tissu industriel permettrait de substituer une partie des importations par des produits fabriqués localement, tout en créant davantage de valeur ajoutée, d'emplois et de capacités exportatrices.
Le tourisme constitue le troisième secteur appelé à participer à cette diversification. Malgré les progrès enregistrés dans les infrastructures, son développement nécessite, selon l'intervenant, une meilleure organisation, une vision claire et la correction de certaines insuffisances dans la gestion. Il insiste en outre sur la nécessité d'accélérer la mise à disposition du foncier économique afin de favoriser la concrétisation des projets.
Cette question du foncier renvoie à une préoccupation plus large : le rythme de réalisation des investissements, notamment dans les secteurs productifs.
Pour Ahmed Hidouci, les réformes engagées en la matière doivent désormais se traduire par des réalisations effectives, capables de créer de la richesse et de réduire la dépendance aux importations. Il appelle ainsi à dépasser la seule comptabilisation des projets enregistrés pour s'intéresser à leur mise en exploitation, aux emplois générés et à leur contribution à l'approvisionnement du marché national.
La mobilisation du foncier économique constitue, dans ce cadre, un levier important pour lever les contraintes qui freinent certains projets. « Il faut accélérer le rythme, notamment en ce qui concerne le foncier économique », a-t-il souligné, estimant que la diversification de l'économie nécessite une meilleure orientation des investissements vers les activités à forte valeur ajoutée.
Enfin, l'expert estime que la consolidation de cette dynamique suppose une évolution du modèle d'investissement. S'il reconnaît le rôle de l'investissement public dans la réalisation des infrastructures et des grands projets stratégiques, il appelle à accorder davantage d'espace au secteur privé pour stimuler l'activité productive. « Le secteur privé doit prendre l'initiative et ne pas laisser le Trésor public être le seul moteur de la réalisation des projets », a-t-il souligné.

PRODUCTION ALGÉRIENNE DE GAZ NATUREL AU T3 2026

En hausse de 3 %, à 24,42 milliards de m³

La production algérienne de gaz naturel a progressé de 3 % au troisième trimestre 2026, pour atteindre 24,42 milliards de mètres cubes (m³), contre 23,66 milliards de m³ sur la même période de 2025. Cette hausse de 760 millions de m³ confirme la dynamique de la production nationale, qui affiche également une augmentation de près de 4 % sur les neuf premiers mois de l'année.
De janvier à septembre, la production a ainsi atteint 78,42 milliards de m³, contre 75,47 milliards de m³ un an plus tôt, selon les données de l'Initiative de données des organisations communes (JODI), relayées par la plateforme spécialisée « Attaqa.net ». Pour le seul mois de septembre, elle s'est établie à 7,11 milliards de m³, en hausse d'environ 3 % par rapport aux 6,92 milliards de m³ enregistrés en septembre 2025. Le niveau du troisième trimestre constitue d'ailleurs le plus élevé pour cette période depuis 2023.
Parallèlement à cette progression, la consommation nationale de gaz a connu une hausse plus marquée. Elle a dépassé 13,28 milliards de m³ au troisième trimestre 2026, contre 12,05 milliards de m³ un an plus tôt, soit une augmentation de plus de 10 %. La production d'électricité a concentré à elle seule 68 % de cette consommation, avec 9,03 milliards de m³, contre 4,19 milliards de m³ au troisième trimestre 2025. Cette progression de plus de 115 % s'explique par une forte sollicitation du réseau électrique, marquée par deux records successifs de consommation : la demande a atteint 21.400 mégawatts (MW) le 13 juillet, avant de grimper à 21.830 MW le 19 août.
Sur le plan commercial, les exportations algériennes de gaz naturel, acheminées par gazoducs et sous forme de gaz naturel liquéfié (GNL), ont reculé de 3,3 % au troisième trimestre 2026, pour s'établir à 10,50 milliards de m³, contre 10,86 milliards de m³ un an auparavant. Les livraisons par gazoducs ont représenté la part dominante, avec 8,48 milliards de m³, soit 81 % du total, tandis que les exportations de GNL ont atteint 2,02 milliards de m³. Sur ce segment, les volumes exportés ont enregistré une baisse annuelle de 27 %, à 1,57 million de tonnes, ce qui correspond à leur niveau le plus bas depuis treize ans.
Les données mensuelles font toutefois état d'une reprise en octobre 2026, avec des exportations de GNL de 1,03 million de tonnes, leur plus haut niveau depuis un an. La France se place en tête des destinations, avec 296.000 tonnes, suivie de l'Espagne (262.000 tonnes) et de la Turquie (261.000 tonnes). Les livraisons vers les Pays-Bas, l'Allemagne et l'Italie ont atteint respectivement 76.000, 74.000 et 66.000 tonnes.

Synthèse S. R.

UNIVERSITÉ D'ORAN 2

Signature d'une convention de coopération avec l'Université indonésienne Sebelas Maret

L'Université d'Oran 2 "Mohamed Ben Ahmed" a signé récemment une convention de coopération avec l'Université indonésienne Sebelas Maret, visant à renforcer les échanges et à développer les partenariats entre les deux établissements dans plusieurs domaines, a-t-on appris dimanche auprès de cette institution universitaire.
La convention a été signée par le recteur de l'Université d'Oran 2, le professeur Ahmed Chaalal, et son homologue de l'Université Sebelas Maret, le professeur Hartono Si.
Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la stratégie de l'établissement algérien visant à renforcer sa coopération universitaire à l'échelle internationale, a précisé la même source.
Cet accord porte notamment sur le développement des échanges dans les domaines de la formation, de la recherche scientifique et des activités académiques. Il prévoit également le renforcement de la mobilité des étudiants, des enseignants et du personnel administratif, ainsi que l'échange d'informations et de publications scientifiques entre les deux institutions.
Les deux universités envisagent, en outre, de mener des projets de recherche conjoints et d'organiser des conférences, des séminaires et des ateliers scientifiques.
La coopération sera également étendue aux laboratoires de langues des deux établissements, dans la perspective de promouvoir les échanges et de développer des initiatives communes dans le domaine de l'enseignement des langues, a-t-on souligné.

R E.

7E ÉDITION DU COLLOQUE NATIONAL SUR L'ARCHITECTURE

Dix lauréats récompensés pour leurs projets de fin d'études

Dix lauréats ont été récompensés dans le cadre du Prix national du meilleur projet de fin d'études en architecture, à l'occasion de la 7e édition du Colloque national sur l'architecture, organisé samedi par Djamaâ El-Djazaïr, sous le thème "Une architecture à identité".
Pas moins de 62 projets issus de 13 universités étaient en lice pour ce prix, dans le cadre d'une initiative de la Fondation El Medina pour les études et le développement, en partenariat avec l'Ecole nationale supérieure des sciences islamiques "Dar El Coran" de Djamaâ El-Djazaïr, visant à encourager la créativité et l'excellence chez les étudiants et à mettre en valeur les spécificités de l'architecture algérienne et ses composantes civilisationnelles.
Parmi les lauréats, huit prix ont été décernés à des étudiants de l'Ecole polytechnique d'architecture et d'urbanisme (EPAU), tandis qu'un étudiant de l'Université Blida 1 "Saad Dahlab" et un autre de l'Université Alger 1 "Benyoucef Benkhedda" ont également été récompensés.

R E.

DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE NATIONALE

L'Algérie mise sur le potentiel économique de sa diaspora

Par Z R.

L'Algérie veut renforcer davantage la contribution de sa communauté établie à l'étranger au développement de l'économie nationale. Cette ambition a été réaffirmée hier, dimanche, à Alger par le secrétaire d'État auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé de la Communauté nationale à l'étranger, Sofiane Chaib, à l'occasion de l'ouverture du deuxième atelier de haut niveau consacré à la mobilisation du potentiel économique de la diaspora algérienne au service du développement national.
Organisée en coopération avec le bureau de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) en Algérie, cette rencontre a réuni plusieurs ambassadeurs accrédités en Algérie, des représentants des secteurs ministériels, des organismes et institutions nationales concernés, ainsi que des experts.
Dans son allocution d'ouverture, Sofiane Chaib a souligné que le renforcement de la contribution économique de la diaspora constitue une priorité de l'État, conformément à l'intérêt particulier accordé par les hautes autorités du pays aux membres de la communauté nationale à l'étranger.
Cette orientation s'inscrit dans un contexte marqué par la dynamique économique que connaît l'Algérie et les réformes engagées pour améliorer le climat des affaires et diversifier l'économie nationale. Le secrétaire d'État a ainsi insisté sur la nécessité de capitaliser sur les acquis réalisés et de poursuivre la coordination avec les institutions nationales compétentes afin de mieux valoriser les compétences, les ressources et les initiatives de la diaspora au profit des priorités économiques du pays.

Deux axes majeurs au cœur des travaux

S'inscrivant dans le prolongement du premier atelier organisé en juillet 2025, cette deuxième rencontre s'articule autour de deux principaux axes, précise la même source. Le premier porte sur l'identification et l'évaluation de la contribution économique de la communauté nationale à l'étranger, à travers la mesure de son ampleur, de sa diversité et de son impact sur le développement national, tandis que le deuxième axe concerne l'identification des mécanismes et des moyens pratiques permettant de renforcer cette contribution et d'en élargir la portée.
À ce titre, Sofiane Chaib a mis l'accent sur l'importance de mettre en place des outils et des indicateurs précis pour mieux mesurer l'apport économique de la diaspora. Il a également souligné la nécessité de renforcer la coordination entre les différents acteurs concernés, afin de transformer les initiatives individuelles et collectives en projets et partenariats concrets.
L'Algérie entend également consolider son engagement dans les cadres de coopération internationale consacrés aux politiques en faveur des diasporas. Cette démarche vise notamment à favoriser les échanges d'expertise et à tirer profit des expériences et des meilleures pratiques internationales pour améliorer les mécanismes nationaux de mobilisation des compétences établies à l'étranger.
Dans ce contexte, le secrétaire d'État a annoncé la décision de l'Algérie d'adhérer à l'Alliance mondiale pour les politiques en faveur des diasporas, ainsi que sa participation prévue au deuxième Sommet mondial des diasporas (Global Diaspora Summit - GDS) 2026, qui se tiendra les 1er et 2 décembre 2026 à Tbilissi, en Géorgie.
À travers cette initiative, les pouvoirs publics affichent clairement leur ambition de faire de la communauté nationale à l'étranger un acteur davantage impliqué dans la dynamique de développement économique du pays. Les travaux de cet atelier devraient ainsi déboucher sur des recommandations pratiques et opérationnelles, susceptibles d'être mises en œuvre et suivies, en vue d'améliorer la coordination entre les différents intervenants et de développer des mécanismes plus efficaces pour valoriser le potentiel économique de la diaspora algérienne.

ENTREPRENEURIAT FÉMININ

Lancement à Alger de la 1e édition de "l'IFIDAS Women Forum"

La première édition de "l'IFIDAS Women Forum" a été lancée samedi à Alger sous le thème "La finance au féminin: bâtir, protéger, transformer".
Le Forum est organisé par l'Association des diplômés de l'Institut de financement du développement du Maghreb arabe (IFIDAS), sous le patronage du ministère de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises.
A cette occasion, le président de l'IFIDAS, Ahmed Haftari, a souligné la nécessité de renforcer les passerelles entre l'université, les banques, les institutions financières, la Bourse et les porteurs de projets pour favoriser l'émergence d'initiatives innovantes.
Il a annoncé l'agrément, le 5 octobre dernier par la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (COSOB), du " Fonds universitaire pour l'innovation et les start-up ", premier Fonds commun de placement à risque (FCPR) universitaire destiné à financer les projets innovants et start-up issus de l'université par des prises de participation dans leur capital.
L'Institut de financement du développement du Maghreb arabe (IFID), créé en 1982, compte 45 promotions et plus de 1.000 diplômés issus des secteurs de la finance, de la banque et de l'assurance, dont environ 640 femmes occupant des postes de cheffes d'entreprise, cadres supérieures, diplomates, enseignantes et formatrices, a rappelé M. Haftari.
La rencontre a également été marquée par l'intervention de la directrice des études à la Direction générale de la recherche scientifique et du développement technologique (DGRSDT), Chahinez Soumia Taleb, qui a insisté sur l'accompagnement des porteuses de projets en amont du financement à travers le mentorat, la maturation des idées et les incubateurs universitaires, ainsi que sur l'élaboration des plans d'affaires, l'évaluation de la viabilité et le suivi post-création.

R E.

Mercuriale

وزارة الفلاحة، التنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 19 نوفمبر 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 19 Novembre 2026

Produits		Prix du détail[1] DA / Kg معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	أسعار التجزئة دج / كلغ المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	108	115	101	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	161	177	144	الطماطم	
	Oignon sec	110	117	102	البصل الجاف	
	Ail sec	898	979	816	الثوم الجاف	
	Carotte	113	123	103	الجزر	
	Navet	113	122	103	اللفت	
	Poivron	148	160	135	الفلفل الاخضر	
	Piment	153	167	138	الفلفل الحار	
	Courgette	118	129	107	الكوسة	
	Haricot vert	193	211	175	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	116	126	105	الخس	
Fruits frais	Orange	223	260	186	البرتقال	فواكه طازجة
	Clémentine	218	253	182	كليمونتين	
	Citron	197	220	174	الليمون	
	Pomme locale	431	527	335	التفاح المحلي	
	Datte	459	575	343	التمر	
	Grenade	171	203	139	الرمان	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	2232	2350	2113	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	434	446	422	الدجاج	
	Œufs (Unité)	22	23	20	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	95	100	89	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	360,00	NC	0,00	0,20	4,54	7,67	7,22	0	0,00
AYRADE	AYRD	830,00	830,00	0,00	0,00	1,45	118,57	-	1196	992 680,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1398,00	-0,14	-0,02	-0,13	7,54	7,65	13583	18 989 034,00
BIOPHARM	BIO	2 403,00	2405,00	0,08	1,17	-3,15	6,48	7,07	1000	2 405 000,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	1 994,00	1994,00	0,00	-0,08	-7,37	8,27	8,78	4260	8 494 440,00
EGH El Aurassi	AUR	344,00	NC	0,00	-0,06	-4,07	4,35	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	450,00	NC	0,00	0,00	4,43	1,24	7,78	0	0,00

CAMPAGNE LABOURS-SEMAILLES 2026-2027

AGRODRIVE renforce ses moyens de mécanisation

Mobilisation du matériel agricole, renouvellement du parc, disponibilité des semences et amélioration des capacités de stockage : plusieurs dispositifs sont déployés pour accompagner les agriculteurs durant la campagne céréalière 2026-2027. AGRODRIVE, filiale du groupe AGRODIV, prévoit notamment l'acquisition de nouveaux équipements, tandis que l'OAIC a mobilisé 78 guichets uniques à travers le pays pour faciliter les démarches des céréaliers.

Synthèse Z R.

Le renforcement de la mécanisation agricole figure parmi les principaux axes du dispositif d'accompagnement de la campagne labours-semailles 2026-2027. À ce titre, AGRODRIVE a mobilisé ses moyens matériels et logistiques pour répondre aux besoins des exploitants, notamment dans les régions à fort potentiel céréalier. Son directeur général, Benyoucef Derkaoui, a indiqué à l'APS que l'entreprise met à leur disposition, à travers ses six unités régionales, différents équipements proposés à la location, comprenant des tracteurs de diverses puissances, des semoirs, des charrues et du matériel de préparation des sols.
Cette mobilisation tient compte des spécificités des bassins de production, avec une attention particulière aux wilayas du Sud, notamment Adrar, Timimoun, El Meniaa et Ouargla, où l'extension des superficies agricoles et le développement des cultures stratégiques nécessitent des moyens de mécanisation adaptés.
Pour renforcer ses capacités d'intervention, AGRODRIVE a engagé un programme de renouvellement de son parc prévoyant l'acquisition de 371 tracteurs agricoles et de 879 équipements d'accompagnement, dans le cadre d'un contrat conclu avec l'Entreprise nationale de commercialisation de matériels agricoles (PMAT). L'entreprise dispose actuellement de 834 unités lourdes, dont 186 tracteurs à haute traction, 430 équipements d'accompagnement et 218 moissonneuses-batteuses.
Le dispositif sera également renforcé en prévision de la prochaine campagne moisson-battage, avec l'acquisition programmée de 331 moissonneuses-batteuses et de 40 becs cueilleurs à maïs, destinés notamment aux régions du Sud.
La maintenance préventive et corrective, l'approvisionnement en pièces de rechange et l'assistance technique constituent d'autres priorités pour garantir la disponibilité des équipements durant les périodes agricoles sensibles.

Un dispositif d'accompagnement renforcé

En parallèle, l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC) a ouvert 78 guichets uniques à travers le territoire national afin de faciliter les démarches administratives et financières des agriculteurs. Ces espaces regroupent les représentants des coopératives de céréales et de légumes secs (CCLS), de la Banque de l'agriculture et du développement rural (BADR) et de la Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA).
L'approvisionnement en semences constitue également un volet important du dispositif. Les disponibilités de l'OAIC atteignent 3,5 millions de quintaux, pour des besoins estimés à 2,5 millions de quintaux de blé dur, de blé tendre, d'orge et de triticale. L'Office prévoit, par ailleurs, la réception de 20 nouvelles stations de tri optique, qui viendront s'ajouter aux 100 stations déjà opérationnelles. Selon les données communiquées par l'Office, l'Algérie assure son autosuffisance en semences céréalières et n'en importe plus depuis 1995.
Sur le plan financier, les agriculteurs peuvent recourir à l'autofinancement ou au crédit de campagne R'fig proposé par la BADR. Un crédit fournisseur est également prévu au profit des exploitants affectés par les aléas climatiques ou les incendies, permettant de différer le paiement des semences jusqu'à la récolte.
Enfin, le renforcement des capacités de stockage accompagne ce dispositif, avec 350 centres de stockage de proximité d'une capacité de 50 000 quintaux chacun et 35 silos d'une capacité d'un million de quintaux chacun, dont 30 en cours de réalisation et cinq devant être lancés prochainement. À travers ces différentes mesures, les pouvoirs publics entendent améliorer les conditions de production, sécuriser l'approvisionnement en intrants et renforcer les capacités de collecte et de stockage.

AQUACULTURE INTÉGRÉE À L'AGRICULTURE

Les nouvelles mesures de soutien à l'investissement présentées à Ouargla

Le directeur général de la Chambre algérienne de la pêche et de l'aquaculture (CAPA), Nabil Aouiche, a donné, dimanche, le coup d'envoi d'une session de formation consacrée à la création d'exploitations en aquaculture intégrée à l'agriculture, à la maison de l'environnement d'Ouargla, en présence des différents directeurs du secteur et la secrétaire de wilaya de l'Union générale des femmes algériennes.
Intervenant à cette occasion, le directeur général de la CAPA a détaillé les mesures d'appui prévues par la loi de finances en faveur de la filière aquacole, mettant en avant l'octroi d'une prime de 50 DA par kilogramme de Tilapia pêché, venant s'ajouter aux diverses incitations mises en place par l'Etat pour encourager les producteurs, stimuler l'investissement et soutenir la rentabilité des projets d'aquaculture intégrée en milieu agricole.
Abordant la question de l'écoulement de la production, l'un des principaux enjeux soulevés par les acteurs de la filière, il a présenté les décisions arrêtées pour structurer le marché, notamment le déploiement d'une plateforme web dédiée à la mise en relation et à la commercialisation des produits aquacoles ainsi que la création d'espaces de commercialisation spécialisés, en collaboration avec les collectivités locales, afin de faciliter l'accès des producteurs aux consommateurs. Pour sa part, le directeur de la Pêche et de l'Aquaculture de la wilaya d'Ouargla, Salah Bouaicha, a annoncé, dans une déclaration à l'APS en marge de la rencontre, la prise de mesures spécifiques, en coordination avec les services de la wilaya, afin de mettre à la disposition des aquaculteurs réunis en coopératives professionnelles, des locaux commerciaux affectés à la commercialisation de leur production directement au consommateur, au sein des centres commerciaux des communes de Ouargla et Hassi-Messaoud.
Les formalités d'ouverture sont arrivées à leur terme avec une ouverture prévue pour le mois de Ramadan, a-t-il précisé, rappelant que l'unique point de vente opérationnel depuis le mois de juillet dernier se situe dans la commune de Hassi Benabdallah, à proximité de la ferme de production affiliée à l'ONAB (Office des aliments de bétail), par commodité et souci de respect des normes d'hygiène et de froid de produit périssable.
Il a également noté que la production de la saison actuelle a atteint les 4 tonnes, qui seront commercialisées au fur et à mesure dans les prochaines semaines, dont 50 quintaux exclusivement réservés au seul mois de Ramadhan, pour une commercialisation directe du producteur au consommateur et à des prix étudiés. Prévue sur trois jours (22-24 novembre), cette session, organisée à l'initiative de la chambre inter-wilayas de la pêche et de l'aquaculture de Ouargla, s'adresse aux agriculteurs, ainsi qu'aux jeunes et aux femmes rurales souhaitant s'orienter vers l'aquaculture.
Une cinquantaine de participants venus de 35 wilayas du pays y prennent part.
Le programme pédagogique s'articule autour de deux volets complémentaires, à savoir deux journées théoriques consacrées aux fondamentaux techniques, règlementaires et économiques de l'aquaculture intégrée à l'agriculture, et une journée pratique destinée à familiariser les participants avec la gestion concrète de l'élevage piscicole en milieu agricole, afin d'accompagner les futurs investisseurs et porteurs de projets, notamment les femmes dans la concrétisation de leurs projets.

R E.

SCIENCES VÉTÉRINAIRES

Le développement d'outils de l'IA adaptés aux spécificités algériennes souligné

Le développement d'outils d'intelligence artificielle (IA) adaptés aux spécificités algériennes dans le domaine des sciences vétérinaires, figure parmi les principales recommandations du 1er Séminaire national "Vet-Bridge 2026" (passerelle vétérinaire 2026) sur "la Biotechnologie, recherche et innovation au service du développement de la santé globale et de l'environnement", clôturé dimanche à Constantine.
La démarche vise à renforcer l'intégration des nouvelles technologies dans les sciences vétérinaires, notamment en matière de diagnostic, de contrôle de la qualité des produits et de reproduction animale, a souligné Saïd Bourchem, directeur adjoint chargé de la post-graduation et président du comité d'organisation de l'évènement.
Il a à ce titre souligné l'importance de développer des solutions basées sur les données nationales, en tenant compte par exemple des particularités des races animales locales, dont les caractéristiques biologiques et les cycles de reproduction peuvent être différents de ceux des races étrangères.
Il a notamment cité l'exemple des races ovines à reproduction saisonnière, dont les spécificités nécessitent des outils adaptés, précisant que les normes biologiques et les paramètres biochimiques propres aux animaux locaux doivent également être pris en considération.
Le même responsable a, dans ce sens, relevé que le recours à l'intelligence artificielle et aux biotechnologies commence progressivement à s'imposer dans le secteur, tout en annonçant des perspectives d'ouverture de nouvelles spécialités universitaires dédiées à ces domaines.
Le Séminaire ouvert samedi à l'initiative de l'institut des sciences vétérinaires (université des Frères Mentouri (Constantine 1) a pour objectif de rapprocher les pratiques vétérinaires traditionnelles des avancées scientifiques et technologiques, à travers des échanges autour des applications des biotechnologies, de la recherche et de l'innovation dans les différentes spécialités des sciences vétérinaires, a-t-on rappelé.

APS

TIZI-OUZOU

Vers la récupération du foncier agricole non exploité

Le foncier agricole non exploité à travers la wilaya de Tizi-Ouzou fera l'objet de récupération en vue de sa réattribution à des agriculteurs et investisseurs engagés dans son exploitation et sa mise en valeur, a-t-on appris dimanche auprès des services de la wilaya.
Cette décision a été annoncée par le wali, Aboubakr Essedik Boucetta, lors d'une réunion tenue jeudi dernier et consacrée à l'examen de la situation du dossier d'assainissement du foncier agricole relevant du domaine privé de l'Etat, attribué dans le cadre des différents modes de concession et d'exploitation prévus par la loi, a-t-on indiqué.
Cette rencontre a également permis de présenter un exposé détaillé et exhaustif sur l'état d'avancement des travaux des commissions spécialisées chargées de l'apurement des dossiers en suspens, selon la même source. A cette occasion, a-t-on ajouté, le chef de l'exécutif de wilaya a instruit les services et instances concernés d'accélérer la cadence de traitement de l'ensemble des dossiers restants dans des délais déterminés, tout en activant un contrôle de terrain permanent pour vérifier l'exploitation effective et la mise en valeur des parcelles concédées. Cette démarche, a-t-on précisé, vise à mettre un terme à toute forme d'empiètement ou de négligence touchant les terres agricoles et à récupérer les assiettes non exploitées afin de les réattribuer à des investisseurs agricoles sérieux, contribuant ainsi au renforcement de la sécurité alimentaire et à la dynamisation du développement agricole local.

R E.

ILLIZI

Plus de 3.200 ha consacrés à la céréaliculture pour la saison 2026-2027

Plus de 3.200 hectares (ha) sont consacrés à la céréaliculture dans la wilaya d'Illizi au titre de la campagne labours-semailles 2026-2027, officiellement lancée jeudi dans la localité de Rhourd-Ennouss relevant de la commune de Bordj Omar-Driss (Nord d'Illizi).
Intervenant à cette occasion, le wali d'Illizi, Ahcène Khaldi, a indiqué que la superficie dédiée à la production céréalière est passé de 2.126 ha lors de la précédente campagne à 3.215 ha cette saison.
Cette extension des superficies cultivées s'est accompagné d'une augmentation du nombre d'exploitations agricoles en activité, qui est progressé de 11 à 14, ainsi que du nombre de pivots, dont le nombre est passé du 70 à 170, a-t-il précisé.
Et d'ajouter que cette évolution devrait se traduire par une hausse notable de la production, dont les prévisions sont estimées entre 155.000 et 160.000 quintaux (qx), contre près de 80.000 qx récoltés la saison dernière.
Le wali a, par ailleurs, mis en avant la nécessité de renforcer les efforts en matière de raccordement des périmètres agricoles au réseau d'électricité, afin de répondre aux besoins croissants des céréaliculteurs et de favoriser l'attractivité de la région pour de nouveaux investissements notamment dans les filières stratégiques.
Le président de la chambre locale d'agriculture, Mohamed Ghouma a, pour sa part, réaffirmé l'engagement de ses services à accompagner les professionnels du secteur, notamment à travers la délivrance des cartes d'agriculteur, les actions de formation et de vulgarisation agricole.
Il a aussi souligné l'importance du développement des industries de transformation agricole, estimant que cette démarche permettra de mieux valoriser la production locale et de renforcer la disponibilité des aliments du bétail.

APS

BÉCHAR

Plusieurs projets de développement en cours de réalisation dans différents secteurs au chef-lieu de la wilaya

Plusieurs projets de développement touchant différents secteurs vitaux, notamment l'hydraulique et l'assainissement, les travaux publics, l'éducation et l'éclairage public, sont en cours de réalisation dans la commune de Béchar, ont indiqué samedi les services de cette collectivité locale.

Dans le secteur de l'hydraulique, les travaux de renouvellement du réseau d'assainissement se poursuivent sur un linéaire total estimé à 12 kilomètres. Ces opérations concernent plusieurs quartiers, notamment Béchar El Djedid, El Fedjr, Gharassa et le quartier des 800 logements, situé dans la zone bleue, ainsi que d'autres quartiers du tissu urbain de la commune.
Ces travaux visent à améliorer les services d'assainissement et à remédier aux problèmes liés aux réseaux d'évacuation des eaux usées, a précisé la même source.
Le programme prévoit également des opérations de réhabilitation des canalisations d'assainissement dans plusieurs quartiers, afin d'améliorer les conditions d'hygiène publique et de remédier aux insuffisances constatées dans ce domaine.
Dans le secteur de l'éducation, le programme en cours de réalisation porte sur la réhabilitation de six (6) écoles primaires, ainsi que la réalisation et l'équipement de 28 classes supplémentaires et de huit (8) cantines scolaires.
Il prévoit également l'aménagement de 18 terrains de sport au sein des écoles primaires, l'acquisition d'équipements d'éducation physique au profit des établissements scolaires, ainsi que l'installation de caméras de vidéosurveillance dans les écoles, dans le cadre des différentes tranches programmées de cette opération.
S'agissant des travaux publics, les opérations de revêtement des routes en béton bitumineux se poursuivent sur un linéaire total de 14 kilomètres. Elles concernent notamment l'axe principal reliant l'hôtel Mountassir au rond-point du quartier El Djorf, dans le secteur de Béchar El Djedid, ainsi que plusieurs autres axes et voies dédoublées à travers la ville.
Parmi les axes concernés figurent notamment la route menant à l'Université Tahri-Mohamed et celle reliant le rond-point de l'Entreprise nationale de transport au pont de Gharassa, en plus d'autres axes routiers.
Dans le même contexte, le programme proposé pour l'année 2027, au titre du programme de wilaya, prévoit la poursuite des travaux d'aménagement et de revêtement des routes en béton bitumineux sur une distance totale estimée à 50 kilomètres, à travers les différents quartiers de la commune de Béchar. Ces opérations devraient contribuer à améliorer le réseau routier et à fluidifier la circulation.
De son côté, le secteur de l'éclairage public connaît des opérations de réhabilitation, d'extension et de renouvellement du réseau à travers les différents quartiers de la commune. Le programme proposé pour 2027 prévoit, quant à lui, des opérations supplémentaires visant à étendre le réseau d'éclairage public sur la route menant à la commune de Lahmar et à renouveler les installations sur la route desservant l'aéroport de Béchar.
Les projets inscrits au titre du programme proposé pour 2027 portent également sur la poursuite des interventions au niveau des établissements scolaires, notamment la réhabilitation de plusieurs écoles primaires et l'aménagement de terrains de sport, ainsi que l'achèvement des opérations d'acquisition et d'installation de caméras de vidéosurveillance dans les établissements éducatifs.
Selon les services de la commune, l'ensemble de ces projets s'inscrit dans le cadre de la poursuite des efforts de développement local et de l'amélioration de la qualité des services publics.
Ils visent également à répondre aux préoccupations des citoyens à travers la concrétisation d'opérations de développement touchant différents quartiers et secteurs, contribuant ainsi à l'amélioration du cadre urbain et des conditions de vie des habitants de la commune de Béchar.

R E.

Le marketing digital, le commerce électronique et l'entrepreneuriat numérique au centre d'une journée de formation au profit des jeunes

Le marketing digital, le commerce électronique et l'entrepreneuriat numérique ont été au centre d'une journée de formation organisée à Bechar par la Direction de la jeunesse et des sports (DJS) et l'Office des établissements de jeunes (ODEJ), ont indiqué dimanche les organisateurs.Le coup d'envoi de cette formation, tenue samedi au siège de l'ODEJ, a été donné le directeur de la DJS, Mohamed Khenachi, et la directrice de l'ODEJ, Naouel Abidi.
La formation vise à renforcer les compétences numériques des jeunes et à leur fournir les connaissances et les outils nécessaires pour tirer profit des opportunités offertes par l'économie numérique, notamment dans les domaines du commerce électronique, du travail indépendant et de la création de projets numériques, précise la même source. Organisée en coordination avec l'association "Media Growth" et le club "Mosaïque", l'initiative a été marquée par la tnue d'une série d'ateliers consacrés aux fondamentaux du marketing digital, aux mécanismes de vente en ligne, à la relation avec les clients et à l'utilisation des réseaux sociaux, ainsi qu'à l'entrepreneuriat numérique et aux opportunités de concrétiser des idées en projets économiques.
Un atelier dédié à la création de contenu numérique a également été organisé, axé notamment sur les techniques de réalisation de vidéos promotionnelles, de prise de vue et de montage à l'aide du téléphone portable. La manifestation a également donné lieu à des expositions de projets et de produits créatifs dans les domaines de la confection de fleurs et de cadeaux, de chocolats, de savons ainsi que de produits de soins capillaires et corporels.
Les différents ateliers ont été caractérisés par leur dimension interactive, à travers des échanges d'expériences, des débats. La journée a été clôturée par la remise de certificats et de distinctions honorifiques aux encadreurs, organisateurs et participants, en reconnaissance de leurs contributions à la réussite de cette initiative visant à encourager l'esprit d'initiative et d'innovation chez les jeunes et à les accompagner dans la création de projets en adéquation avec les exigences de l'économie numérique, a-t-on souligné.

APS

ILLIZI

Séminaire national sur le développement touristique intelligent et durable

Un séminaire national intitulé "Le tourisme dans un monde en mutation : transformations mondiales et défis d'un développement touristique intelligent et durable", a été organisé au Centre universitaire Amoud Benmokhtar à Illizi.
Organisée samedi en partenariat avec la Direction du tourisme et de l'artisanat de la wilaya d'Illizi, avec la participation de 41 établissements universitaires et de recherche, les participants à cette rencontre scientifique ont mis en avant l'importance des plateformes numériques dotées de technologies d'intelligence artificielle afin de faire connaître les atouts touristiques, faciliter l'accès aux services et améliorer l'expérience des touristes. Ils ont également mis l'accent sur le renforcement de la préservation du patrimoine naturel et culturel ainsi que des sites archéologiques.
Les participants ont aussi plaidé pour la création d'un observatoire du tourisme saharien intelligent dans la wilaya d'Illizi, en partenariat entre le Centre universitaire, la Direction du tourisme et de l'artisanat et les différents acteurs locaux.
La structure en question aurait pour objectif de soutenir la recherche scientifique, d'anticiper la demande touristique, tout en encourageant l'entrepreneuriat touristique innovant et en accompagnant les startups et les porteurs de projets, notamment les jeunes.
L'importance de construire une marque touristique distinctive pour le sud algérien, de développer un marketing numérique responsable et d'améliorer les infrastructures touristiques ainsi que la qualité des services, ont constitué d'autres recommandations issues de la rencontre.
Celles-ci ont aussi prôné la consolidation du partenariat Université-Secteur du Tourisme et d'orienter les travaux de recherche scientifique vers la prise en charge des préoccupations du terrain.
Les participants ont, par ailleurs, mis l'accent sur le suivi de la mise en œuvre des conclusions de cette rencontre scientifique, à travers l'élaboration de programmes de coopération et de projets communs entre les établissements universitaires et les organismes touristiques. L'approche vise à aller vers des initiatives concrètes, susceptibles de renforcer la compétitivité de la destination touristique algérienne et de contribuer à un développement touristique durable, notamment en régions du sud du pays.

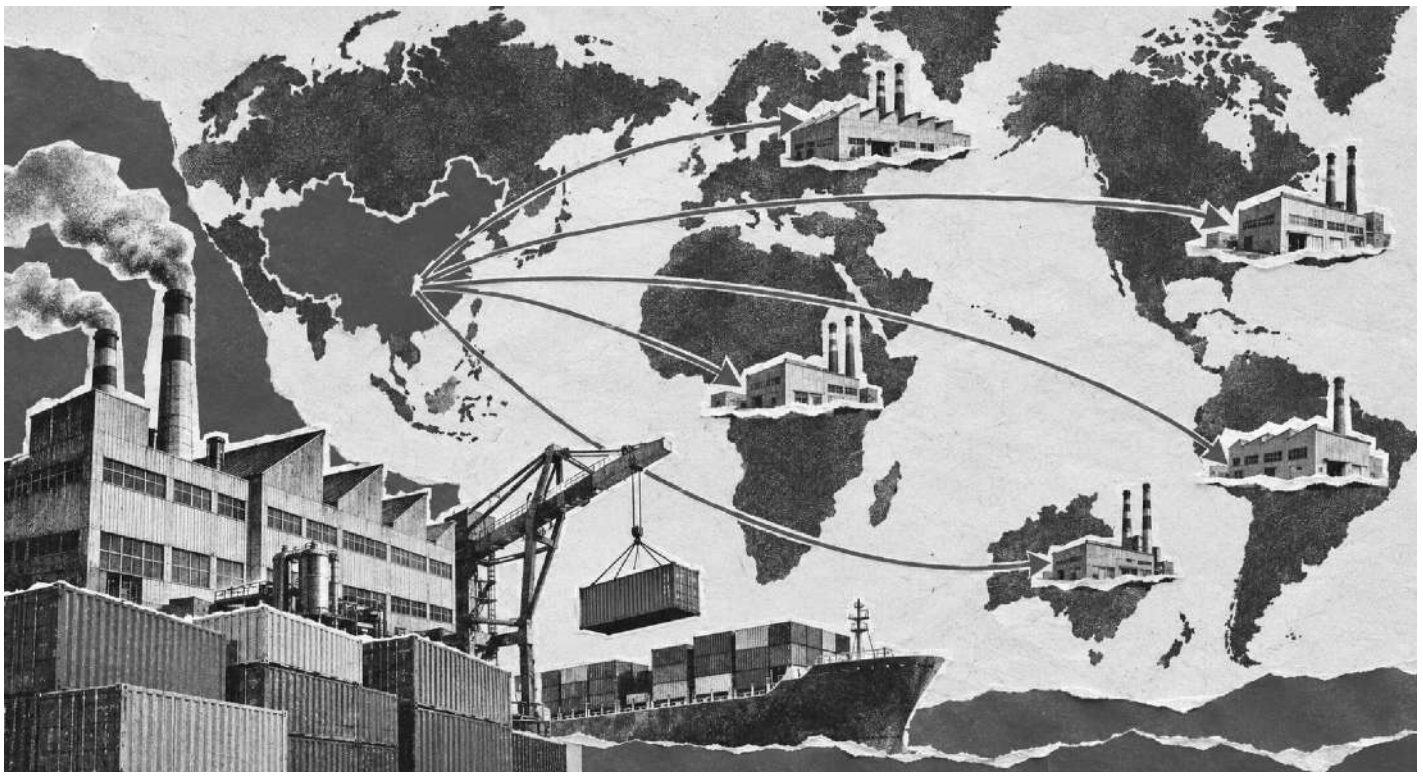
APS

Pourquoi la planification chinoise fait si peur à l'Europe

1ere partie

Alors que le déficit commercial de l'UE avec la Chine se creuse d'un milliard d'euros par jour, l'UE cherche encore la réponse appropriée. Si le protectionnisme fait son timide retour sur le Vieux continent, cette seule réponse ne suffira pas à sauver l'industrie européenne. Le modèle chinois de planification, impliquant la propriété publique d'entreprises stratégiques, des subventions

Par Alexandera Gerasimcikova



Les dirigeants français et allemands se sont félicités de l'accord conclu en octobre entre l'Union européenne et Pékin, qui vise à réduire le déficit commercial européen de 360 milliards d'euros dans le commerce des biens avec la Chine. Le président français Emmanuel Macron s'est réjoui de ce deal, dont l'objectif est de réduire les importations de voitures hybrides chinoises et d'améliorer l'accès au marché pour certains produits européens, afin de protéger l'Europe contre la « concurrence déloyale ». D'autres mesures visant à rééquilibrer les échanges commerciaux entre l'UE et la Chine sont actuellement à l'étude.

Il est certain que les exportations chinoises constituent un véritable défi pour les industries européennes en difficulté, et ce à plus d'un titre. Les géants industriels européens ont de plus en plus de mal à maintenir leurs profits exorbitants et à dominer leurs marchés traditionnels, y compris en Chine, où les consommateurs se tournent désormais de plus en plus vers des produits chinois bon marché.

La restructuration historique de Volkswagen en est un bon exemple. Au lieu d'accroître ses investissements en recherche et développement pour concevoir des véhicules électriques plus petits et plus abordables, le constructeur a privilégié son modèle économique traditionnel, versant près de 20 milliards d'euros à ses actionnaires au cours des trois dernières années. Aujourd'hui, alors que son bénéfice a chuté de 9,5 % pour s'établir à 3,5 milliards d'euros au deuxième trimestre 2026, le constructeur automobile a renoncé à ses conventions collectives avec les syndicats et annoncé la fermeture de quatre usines en Allemagne ainsi que la suppression de cent mille emplois à l'échelle mondiale. Dans le même temps, Volkswagen vise à faire passer sa marge opérationnelle d'environ 4 % à un niveau impressionnant de 8 à 10 % d'ici 2030, invoquant les attentes des investisseurs en matière de rendement.

L'alarmisme entourant l'excédent commercial de la Chine et ses supposées subventions « déloyales » occulte souvent une question plus fondamentale : la difficulté de l'Europe à appréhender et à répondre à l'économie politique chinoise.

Mais l'alarmisme entourant l'excédent commercial de la Chine et ses supposées subventions « déloyales » occulte souvent une question plus fondamentale : la difficulté de l'Europe à appréhender et à répondre à l'économie politique chinoise. Prenons l'exemple du chancelier allemand Friedrich Merz, qui affirme que la Chine « combine délibérément son dynamisme dicté par le marché avec l'intervention de l'État, sa surcapacité, une politique tarifaire agressive, une monnaie sous-évaluée et des exportations fortement subventionnées ». Derrière les accusations de concurrence déloyale formulées par Merz se cache le véritable problème : le système chinois implique un niveau d'intervention politique dans l'économie que les dirigeants européens ne sont pas disposés à imposer au capital dans leur propre pays.

Entreprises publiques

Pour comprendre le système chinois, il faut avant tout s'intéresser au rôle fondamental que jouent les entreprises publiques dans son économie. Depuis l'ouverture de son économie au capital privé et aux marchés mondiaux à partir de 1978, la Chine a conservé un solide réseau d'entreprises publiques. Bien que leur part dans la production industrielle ait diminué au cours des dernières décennies, elles représentent 62 % du total des actifs des entreprises publiques à l'échelle mondiale. L'Europe suit avec à peine 14 %, consequence de plusieurs décennies de privatisation qui ont considérablement réduit la part du secteur public.

La force des entreprises publiques réside dans leur capacité à ne pas se limiter à la rentabilité comme objectif principal. Cela ne signifie pas qu'elles ne sont pas rentables, mais qu'elles peuvent donner la priorité à des investissements à long terme et à forte intensité de capital, dont les rendements sont faibles et incertains. Dirigées par des responsables nommés par le Parti communiste chinois (PCC), les entreprises publiques occupent une place centrale dans la stratégie industrielle de la Chine et constituent ce que l'on appelle « le moteur de l'économie nationale » dans des secteurs tels que l'énergie, les transports et la finance. Elles contribuent également à la stabilité de l'emploi en préservant les postes de travail en période de ralentissement économique, plutôt que de procéder à des licenciements massifs, ce qui a un effet stabilisateur sur l'emploi dans les secteurs associés. En outre, les entreprises publiques forment un grand nombre d'ingénieurs qui rejoignent par la suite des entreprises privées du secteur manufacturier et technologique. Selon la Commission de supervision et d'administration des actifs publics du Conseil d'État chinois (SASAC), les entreprises publiques représentent plus de 70 % des actifs dans les secteurs d'importance stratégique.

La force des entreprises publiques réside dans leur capacité à ne pas se limiter à la rentabilité comme objectif principal. Cela ne signifie pas qu'elles ne sont pas rentables, mais qu'elles peuvent donner la priorité à des investissements à long terme et à forte intensité de capital, dont les rendements sont faibles et incertains.

Cela fait des entreprises publiques un puissant outil de politique industrielle, en particulier lorsqu'elles comptent parmi elles des géants tels que la State Grid Corporation chinoise, troisième entreprise mondiale en termes de chiffre d'affaires, laquelle fournit un intrant économique essentiel : l'électricité.

Grâce à de solides investissements publics dans les réseaux de transport et de production d'électricité, guidés par des objectifs politiques plutôt que par la seule rentabilité, la Chine a atteint le taux d'électrification le plus élevé au monde. Parallèlement, elle s'est imposée comme leader mondial dans le domaine des technologies propres, produisant des énergies renouvelables qui alimentent de plus en plus son développement industriel. Après s'être concentrée sur une croissance de l'industrie manufacturière et de l'industrie lourde fortement dépendante du charbon, la Chine dispose désormais d'un atout majeur pour développer des secteurs grands consommateurs d'électricité tels que l'intelligence artificielle et la robotique, futurs domaines clés de la « compétitivité » mondiale.

La politique énergétique de cet état asiatique contraste fortement avec la stratégie européenne, qui repose sur l'investissement privé et la rentabilité du marché pour stimuler le déploiement des énergies renouvelables. L'Europe a les moyens nécessaires pour accroître ses prêts en faveur d'un système public d'électricité renouvelable, par exemple par l'intermédiaire de la Banque européenne d'investissement et de la Banque centrale européenne. Mais les interprétations trop prudentes des missions de ces institutions, associées à la crainte d'un « effet d'éviction » vis-à-vis des capitaux privés, ont empêché le secteur public de jouer un rôle plus actif dans la décarbonisation. Dans le même temps, les intérêts des entreprises du secteur des énergies fossiles continuent de façonner le marché européen de l'énergie.

Le « Green Deal », plan de transition écologique de l'UE, souffre d'une faiblesse : conçu pour faire de la transition écologique une opportunité rentable pour les capitaux privés, il a relégué au second plan la planification d'investissements stratégiques de long terme.

(A suivre)

Source: LVSL.fr publié le 11/11/2026

QATAR

Hausse de 5,2 % du stock d'IDE entrants au deuxième trimestre 2026

Le Conseil national de la planification a annoncé une progression de 5,2 % du stock d'investissements directs étrangers (IDE) entrants à la fin du deuxième trimestre de l'année 2026 par rapport au premier trimestre, pour s'établir à 180,6 milliards de riyals. Dans un communiqué publié ce dimanche, le Conseil a précisé que ce stock correspond aux investissements réalisés dans l'État du Qatar et détenus par des entreprises étrangères, indiquant que cinq activités économiques principales concentrent environ 95 % du stock total des IDE entrants. Les activités extractives (industries minières et exploitation de carrières) arrivent en tête avec une part de 41,3 %, suivies des activités financières et d'assurance avec 36 %, de l'industrie manufacturière avec 11,7 %, des activités d'information et de communication avec 3,8 %, et enfin des activités spécialisées, scientifiques et techniques avec 1,9 %.

Les résultats de l'enquête sur les investissements directs étrangers dans l'État du Qatar au titre du deuxième trimestre 2026, menée par le Conseil national de la planification en collaboration avec la Banque centrale du Qatar, ont ainsi mis en évidence la poursuite de la croissance des stocks d'IDE entrants au cours de la période allant d'avril à juin 2026, atteignant leur plus haut niveau pour le troisième trimestre consécutif.

S'agissant des investissements qataris à l'étranger (investissements directs étrangers sortants), les résultats de l'enquête font ressortir un repli de 2,5 % du stock d'IDE sortants par rapport au premier trimestre 2026, pour s'établir à 220,7 milliards de riyals.

Le communiqué a ajouté que ce stock représente les investissements détenus à l'étranger par les entreprises résidentes dans l'État du Qatar, cinq activités économiques principales regroupant environ 95 % de l'encours des IDE sortants : les activités financières et d'assurance avec 36,2 %, les activités extractives avec 26,8 %, les activités d'information et de communication avec 15,2 %, les activités d'hébergement et de restauration avec 9,1 %, ainsi que les activités de transport et d'entreposage avec 7,3 %.

Le Conseil a souligné que ces données s'inscrivent dans le cadre de ses efforts visant à développer les statistiques économiques nationales et à fournir des indicateurs précis permettant d'éclairer la prise de décision et de mesurer les avancées accomplies vers la réalisation des objectifs de développement national. Les résultats de l'enquête portent sur les estimations préliminaires des stocks d'IDE entrants et sortants et englobent les données des entreprises détenues par le secteur privé ainsi que celles de certaines entreprises publiques, à l'exclusion des transactions financières internationales effectuées par l'État ou par des particuliers.

Agence

MALGRÉ L'INSTABILITÉ DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

La croissance économique atteint 4,9 % en Egypte

Cette performance de l'économie égyptienne a été portée par la reprise de plusieurs secteurs, malgré les tensions géopolitiques et les incertitudes économiques internationales. Cette croissance marque toutefois un ralentissement par rapport aux 5,3 % enregistrés à la même période durant l'exercice précédent.

L'économie égyptienne a enregistré une croissance de 4,9 % au premier trimestre de l'exercice 2026/2027 (juillet-septembre), dépassant les prévisions des institutions internationales, selon le ministre de la Planification et du Développement économique, Ahmed Rostom, mercredi 18 novembre.

Lors d'une réunion du Conseil des ministres à la nouvelle capitale, le ministre a souligné que « cette performance a été réalisée malgré l'intensification des tensions géopolitiques dans la région, l'instabilité de l'économie mondiale et les différentes crises internationales ».

Cette croissance marque toutefois un ralentissement par rapport aux 5,3 % enregistrés à la même période durant l'exercice précédent.

L'industrie, l'agriculture et les services en tête des moteurs de croissance

Cinq secteurs ont principalement contribué à cette progression : l'industrie manufacturière, l'agriculture, les télécommunications et les technologies de l'information, la construction et le bâtiment, ainsi que le commerce. Ensemble, ils représentent 68 % de la croissance totale du PIB au cours du trimestre.

L'industrie manufacturière non pétrolière a notamment poursuivi sa progression, avec une croissance de 3,9 %, contribuant à hauteur de 0,96 point de pourcentage à la croissance du PIB. Cette performance a été soutenue par l'augmentation de la production de plusieurs branches industrielles, notamment le bois, les boissons et les produits alimentaires.

Le secteur agricole a également enregistré une accélération de son rythme de croissance, tandis que l'activité de raffinage du pétrole est passée d'une contraction à une forte progression, atteignant 19,6 % au premier trimestre, contre un taux négatif durant la même période, l'année précédente.

Le canal de Suez enregistre une forte reprise de son activité

Parmi les évolutions marquantes du trimestre figure la progression de l'activité du canal de Suez, dont le taux de croissance a atteint 47,5 % par rapport au premier trimestre de l'exercice 2025/2026. Cette amélioration reflète la reprise du trafic maritime, avec une augmentation du nombre de navires en transit et des cargaisons transportées. Le communiqué ne chiffre cependant pas la hauteur de sa contribution dans la croissance du PIB.

Le secteur de la restauration et de l'hôtellerie a également affiché une croissance de 4 %. Le ministre a notamment relevé l'amélioration des indicateurs touristiques, marquée par une hausse du nombre de nuitées et de la fréquentation touristique.

Tandis que le secteur de l'électricité a maintenu sa progression, avec une croissance de 4,3 %, soutenue par la stabilité de la production et de la consommation durant les mois d'été.

Le produit intérieur brut (PIB) représente la valeur totale des biens et services produits dans un pays au cours d'une période donnée. Son évolution dépend également des performances des différents secteurs économiques, évaluées selon leur poids dans le PIB, leur propre rythme de croissance et leur contribution respective à la croissance économique globale, exprimée en points de pourcentage.

Agence

PHOSPHATE TUNISIEN

190 km de voies ferrées à rénover dès 2027, le chantier doit durer deux ans

Les travaux de rénovation et de renforcement de 190 kilomètres de voies ferrées dans le réseau du bassin minier doivent commencer début 2027, pour une durée prévue de 24 mois. L'annonce a été faite le 19 novembre 2026 par le ministre des Transports, Rachid Amri, lors de l'examen parlementaire du budget 2027 de son département.

Le projet vise un maillon essentiel de l'économie tunisienne : la liaison entre les zones de production phosphatière et les installations de transformation ou d'expédition.

Mais il s'agit, à ce stade, d'un calendrier prévisionnel de travaux, et non de la confirmation que les 190 kilomètres sont déjà remis à neuf. 190 km de voies existantes à rénover et renforcer ; début 2027 pour le démarrage annoncé ; 24 mois de travaux prévus. Le chantier concerne le réseau phosphatier, notamment dans les régions de Gafsa, Gabès et Sfax.

Les trois financements du premier programme ont été mobilisés, selon le ministre.

La sélection d'un bureau d'études de suivi est encore en coursLe phosphate extrait dans le bassin minier de Gafsa doit être acheminé vers les sites industriels et les plateformes logistiques. Le chemin de fer est particulièrement adapté au transport de grandes quantités de minerai, mais son efficacité dépend de l'état des voies, des locomotives, des wagons et de l'organisation du trafic. La vétusté du réseau peut ralentir les rotations, limiter les tonnages et accroître le recours à la route. Pour la Société nationale des chemins de fer tunisiens (SNCFT), la modernisation de l'infrastructure phosphatière est donc liée à ses performances économiques comme à la fiabilité de ses opérations de fret. Selon un bilan présenté par la direction de la SNCFT et rapporté en mars 2026, le volume de phosphate transporté par rail était tombé à environ 1,38 million de tonnes, contre au moins 8 millions de tonnes par an avant 2011. Il s'agit de volumes de transport, pas de chiffres de production nationale du minerai.

Ces références montrent l'ampleur du retard à combler, mais elles ne permettent pas de calculer à elles seules la capacité supplémentaire que procurera le chantier de 190 kilomètres. Celle-ci dépendra notamment du matériel roulant, de l'exploitation des lignes et des autres tronçons du réseau.

Quels tronçons sont concernés par les 190 kilomètres ?

Le programme de première phase concerne le réseau ferroviaire phosphatier du sud tunisien, en particulier les liaisons desservant les gouvernorats de Gafsa, Gabès et Sfax.

Des documents présentés plus tôt en 2026 identifient notamment les lignes 5, 14, 17 et 21 parmi les axes faisant l'objet de renouvellements. Un volet de financement étudié au Parlement concerne la ligne 21, entre les régions de Gabès et Gafsa, sur une longueur évoquée de 129 kilomètres. Il s'inscrit dans un ensemble plus large d'environ 190 km ; ces deux longueurs ne doivent pas être additionnées comme s'il s'agissait de projets indépendants.

La distinction est importante : le chiffre de 190 km correspond à la réhabilitation de voies existantes, pas à la création annoncée de 190 kilomètres d'une nouvelle ligne. Le projet vise à renforcer la régularité, la sécurité et la capacité du transport.

Trois prêts et un suivi technique encore à finaliser

Le ministre a indiqué que les trois prêts nécessaires au financement du programme ont été mobilisés. Selon les documents parlementaires relatifs à ce projet, les trois bailleurs sont le Fonds saoudien pour le développement, le Fonds koweïtien pour le développement économique arabe et le Fonds arabe pour le développement économique et social. À titre de repère, le Fonds saoudien avait annoncé en février 2024 un financement de 55 millions de dollars destiné au renouvellement d'environ 190 kilomètres de voies de transport du phosphate. Un autre accord, approuvé par une loi tunisienne du 22 avril 2026, porte sur un prêt de 16 millions de dinars koweïtiens auprès du Fonds arabe. Ces montants représentent des prêts distincts, exprimés dans des devises différentes et accordés à des dates différentes. Ils ne doivent pas être additionnés sans conversion au taux pertinent, ni présentés comme le coût final déjà exécuté du chantier. Aucun montant total actualisé unique n'a été confirmé dans l'annonce du 19 novembre. La sélection du bureau d'études chargé du suivi était encore en cours lors de la déclaration ministérielle. Le ministre a précisé que cette procédure répondait aux exigences du Fonds saoudien pour le développement. C'est un élément concret du calendrier : la disponibilité des financements ne signifie pas que toutes les étapes de passation et de suivi des marchés sont achevées.

R I.

COP31

L'Afrique réclame des financements climatiques plus accessibles

Alors que s'intensifient les besoins d'adaptation climatique, les pays africains restent confrontés à un accès difficile aux financements internationaux. Ils entendent faire respecter les engagements financiers des pays développés, tout en obtenant des mécanismes de financement mieux adaptés à leurs capacités économiques et à l'urgence de leurs besoins.

Les négociateurs africains rejettent toute tentative de renégociation de l'accord de Paris, notamment de ses dispositions sur les obligations financières des pays développés. À la COP31 qui s'est achevée le vendredi 20 novembre à Antalya, en Turquie, ils réclament le respect des engagements existants et des financements plus accessibles pour l'adaptation au changement climatique. Ils privilégient les dons et les prêts hautement concessionnels afin d'éviter que la lutte contre le changement climatique n'aggrave l'endettement du continent.

Cette position a été exprimée le 19 novembre par Nana Dr Antwi-Boasiako Amoah, président du Groupe africain des négociateurs sur le changement climatique (AGN), qui représente les 54 pays du continent dans les négociations internationales. Il a qualifié de ligne rouge toute tentative de renégocier l'accord, appelant les pays développés à honorer leurs engagements financiers.

Adopté en 2015, l'accord de Paris vise à contenir le réchauffement climatique bien en dessous de 2 °C et à poursuivre les efforts pour le limiter à 1,5 °C. Il prévoit le renforcement périodique des plans climatiques nationaux et reconnaît les différences de capacités et de responsabilités entre les États. Son article 9 engage notamment les pays développés à fournir des ressources financières aux pays en développement pour soutenir leurs efforts d'atténuation et d'adaptation.

Cette dernière disposition est au cœur des discussions sur le financement climatique. Le projet de décision publié le 19 novembre par la présidence de la COP31 ne reprend plus la proposition antérieure de porter les financements de l'adaptation à au moins 120 milliards USD par an d'ici 2035. Ce montant devait correspondre au triplement des 40 milliards USD annuels envisagés à partir de l'engagement pris dans le cadre du Pacte climatique de Glasgow en 2021. Les pays développés s'étaient alors engagés à doubler les financements de l'adaptation par rapport à leur niveau de 2019, estimé à environ 20 milliards USD, pour atteindre 40 milliards par an d'ici 2025.

La nouvelle version conserve l'objectif de triplement à l'horizon 2035, mais ne mentionne plus ces montants comme référence de calcul. Elle demande au Comité permanent des finances de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques d'établir différentes options de référence avant la définition d'une feuille de route. L'absence de référence chiffrée explicite rend toutefois plus difficile l'évaluation des ressources supplémentaires attendues et des progrès accomplis. Il s'agit à ce stade d'un projet de décision, dont les dispositions restent soumises aux négociations.

Des financements accessibles pour ne pas alourdir la dette

Au-delà des montants, les négociateurs africains contestent la place importante des prêts dans le financement climatique. Selon l'OCDE, les prêts représentaient 67 % des financements climatiques publics fournis par les pays développés en 2024, soit 68,5 milliards USD. Cette donnée concerne l'ensemble des pays en développement et non l'Afrique seule. Dans son rapport publié le 21 mai 2026, l'organisation souligne également les enjeux liés aux modalités de financement de l'action climatique dans les économies en développement.

Cette dépendance aux prêts est particulièrement problématique pour l'adaptation. Une centrale électrique peut générer des recettes, contrairement à certaines infrastructures d'adaptation, comme une digue ou un système d'alerte précoce, dont les bénéfices sont collectifs et qui ne produisent pas nécessairement de revenus directs pour rembourser un emprunt. L'AGN privilégie donc les dons et les prêts hautement concessionnels aux crédits commerciaux susceptibles d'alourdir les charges des États.

Les conditions d'accès aux subventions constituent un autre frein. Nana Amoah cite l'exemple du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), où, selon le cas qu'il évoque, un pays doit mobiliser sept dollars de ressources propres pour accéder à un dollar de subvention. De telles exigences de cofinancement peuvent pénaliser les États dont les marges budgétaires sont limitées.

L'AGN veut également préserver la distinction entre les contributeurs traditionnels et les sources alternatives de financement dans les règles du Fonds vert pour le climat, dont le troisième cycle de reconstitution couvrira la période 2028-2031. Son Conseil d'administration a récemment adopté deux politiques distinctes, l'une encadrant les contributions au titre de ce nouveau cycle et l'autre portant sur les financements provenant d'autres sources. Pour les négociateurs africains, l'arrivée de nouveaux contributeurs ne doit pas brouiller les obligations des bailleurs traditionnels.

Les États africains soulignent néanmoins leur volonté de contribuer eux-mêmes aux projets climatiques. Selon les chiffres avancés par Nana Amoah, 4 projets récemment approuvés par le Fonds vert pour le climat ont reçu environ 300 millions USD de subventions, tandis que les pays concernés ont mobilisé 4,2 milliards USD supplémentaires. Pour le président de l'AGN, cet exemple montre que les gouvernements sont prêts à engager des ressources importantes lorsque le soutien international est disponible.

TOGO

596 km de pistes rurales annoncés en 2027 pour faciliter l'accès aux marchés agricoles

En 2027, le gouvernement togolais prévoit d'engager des travaux d'ouverture, de construction et de réhabilitation sur 596,05 km de pistes rurales dans les cinq régions du pays. Inscrite dans le projet de budget-programme 2027, cette intervention vient compléter plusieurs chantiers déjà en cours, avec pour objectif de faciliter la circulation des personnes et des marchandises entre les zones de production et les marchés.

Le programme de 596,05 km dont le coût de financement n'est pas dévoilé, s'ajoute à un ensemble d'interventions prévues dans le même secteur. Le gouvernement entend notamment poursuivre les travaux d'ouverture, de construction et de réhabilitation sur 1201,85 km de pistes rurales, avec l'élimination des points critiques et la réalisation d'ouvrages de franchissement, notamment des ponts, ponceaux et dalots.

Dans le cadre du Programme de renforcement de la résilience dans la région des Savanes (PURS), les travaux doivent également se poursuivre sur 307,7 km de pistes rurales. À cela s'ajoutent l'achèvement des 476,95 km concernés par la deuxième phase du Programme d'appui aux pistes rurales (PAPR 2), ainsi que le démarrage des travaux sur 635,45 km supplémentaires dans le cadre du même programme.

15 nouveaux ponts prévus dans le cadre d'UNIBRIDGE

Le volet consacré aux ouvrages de franchissement sera également renforcé. Après le lancement des travaux des six premiers ponts de la première phase du programme UNIBRIDGE, l'exécutif prévoit de démarrer ceux des 15 autres ouvrages.

Ces infrastructures doivent améliorer la continuité du réseau de desserte rurale. Elles permettront notamment de maintenir les échanges entre les localités lorsque les cours d'eau deviennent difficiles à franchir en période de fortes pluies. Pour les producteurs, cela représente un enjeu important : pouvoir acheminer leurs récoltes vers les marchés sans subir les interruptions de circulation liées aux intempéries.

À terme, l'amélioration de l'accessibilité des bassins agricoles pourrait aussi favoriser le développement des activités de stockage, de collecte et de transformation. Les travaux annoncés doivent ainsi contribuer à améliorer l'accès des producteurs aux circuits de distribution.

Des pistes praticables permettent aux transporteurs d'accéder plus facilement aux exploitations, de réduire les délais d'acheminement et de limiter les difficultés rencontrées pendant la saison des pluies. Pour les produits périssables, comme les légumes, les fruits ou le manioc, cette amélioration peut également contribuer à réduire les pertes après récolte.

R I.

FLEUVE CONGO

Kinshasa accorde un moratoire de trois mois aux baleinières cargo en bois

Le gouvernement congolais assouplit temporairement les restrictions imposées aux baleinières en bois sur le fleuve Congo. Dans un arrêté signé le 20 novembre 2026, le vice-Premier ministre chargé des Transports, Jean-Pierre Bemba, accorde à ces embarcations une dérogation exceptionnelle de trois mois pour poursuivre leurs activités, exclusivement dans le transport de marchandises et en attendant le déploiement des baleinières métalliques.

Cette décision intervient après une concertation tenue le 19 novembre avec les armateurs, dans un contexte de contestation de l'interdiction initiale. Le texte modifie et complète l'arrêté du 10 novembre qui interdisait la navigation des baleinières en bois sur le fleuve Congo à partir du 15 novembre. L'annonce du nouvel assouplissement a été relayée par le ministère des Transports.

La dérogation ne constitue toutefois pas une reprise générale du trafic. Les baleinières concernées doivent naviguer exclusivement en format cargo, sans transporter de passagers. Leur équipage ne peut dépasser dix personnes. La navigation est limitée à la période comprise entre 6 heures et 18 heures, avec port obligatoire des gilets de sauvetage et respect du tonnage maximal autorisé.

Le nouvel arrêté élargit le régime dérogatoire prévu dans le texte du 10 novembre. Celui-ci autorisait déjà, pour une durée maximale de trois mois à compter du 15 novembre, les baleinières en bois à effectuer de courtes traversées sur les rivières intérieures, exclusivement à l'intérieur d'une même province. Sur le fleuve Congo, leur circulation restait interdite.

Cette première réglementation avait suscité l'opposition de l'Association des armateurs des baleinières du Congo (AABC).

Dans une déclaration faite le 14 novembre à Kinshasa, l'organisation avait annoncé une grève générale du transport de marchandises à partir du 16 novembre, jusqu'à la levée de la mesure ou à l'ouverture d'un dialogue avec les autorités. Le mouvement a notamment entraîné des perturbations du trafic dans certaines localités de la Tshopo, selon Radio Okapi.

Les armateurs dénonçaient notamment le délai jugé insuffisant pour renouveler leur flotte et remplacer les embarcations en bois par des unités métalliques. Cette transition suppose des investissements dans la construction ou l'acquisition de nouveaux bateaux. En octobre, le ministère des Transports avait annoncé la mise en place de mécanismes de financement pour accompagner les opérateurs, sans en préciser publiquement les modalités.

R I/Agence

POINT-MARCHÉS

Claude, comment faire rebondir le marché ?

Après la démission de Jensen Huang chez Nvidia la semaine dernière, l'aversion pour le risque s'est encore intensifiée ces derniers jours. Les places financières ont lourdement chuté, dans le sillage des valeurs technologiques mais aussi du reste de la cote. Le Nasdaq 100 perd désormais plus de 10% sur un mois, (17% depuis son record d'octobre), d'autant plus avec la perspective d'une hausse de taux de la Fed en décembre. L'Europe suit le mouvement et corrige fortement, tandis que l'Asie poursuit sa glissade. La volatilité ne semble donc pas près de diminuer, avec l'intensification des craintes sur l'IA et la dégradation des perspectives.

TOPS / FLOPS DE LA SEMAINE

TOP EUROPE

Hays +28,72 % : le groupe de recrutement britannique s'envole après avoir annoncé un résultat opérationnel semestriel d'au moins 35 MGBP, contre 24,8 MGBP pour le consensus. Il attend aussi un retour à la croissance de sa division allemande.
Babcock +2,21 % : le sous-traitant britannique de défense grimpe après des résultats semestriels supérieurs aux attentes, tirés par ses divisions nucléaire et aviation, avec un chiffre d'affaires en hausse de 6,3%. Le groupe confirme ses perspectives annuelles, 90% du chiffre d'affaires attendu étant déjà couvert par des contrats.
ConvaTec +2,94 % : le fabricant britannique de dispositifs médicaux salue le relèvement de ses perspectives de ventes annuelles, désormais attendues entre 6,25% et 7% de croissance, grâce à des divisions Infusion Care et Continence Care supérieures aux attentes. Goldman Sachs a relevé son objectif à 3,25 GBX contre 3,00 GBX, à l'achat.
Sonova +1,96 % : le fabricant suisse d'appareils auditifs bondit mercredi après le relèvement de Barclays de sous-pondérer à surpondérer, avec un objectif de cours porté de 220 à 330 francs suisses. Bernstein, resté à surperformance, a aussi rehaussé le sien à 312 francs suisses.

Flop Europe

Vallourec -19,69 % : le fabricant français de tubes sans soudure est sanctionné en fin de semaine par des perspectives décevantes pour le quatrième trimestre, avec un RBE attendu entre 170 et 210 MUSD, soit un point médian inférieur d'environ 25% au consensus. Le troisième trimestre a pâti de coûts logistiques au Moyen-Orient et de perturbations aux Etats-Unis.
Deutz -18,24 % : le motoriste de Cologne s'effondre mercredi après un rapport à charge du vendeur à découvert Ningi Research, qui lui reproche un manque de transparence sur l'acquisition du groupe d'armement FFG. Deutz rejette ces accusations jeudi, jugeant les principales conclusions infondées.
Alstom -17,52 % : le constructeur ferroviaire français dévisse à partir du milieu de la semaine après une perte semestrielle et une dette nette qui a plus que doublé, à 1,1 MdEUR. Le manque de précisions sur le désendettement fait redouter une augmentation de capital. Goldman Sachs abaisse son objectif de 9 à 8,50 EUR.
SAP -13,95 % : l'éditeur allemand de logiciels de gestion recule mardi après l'annonce du départ de Thomas Saueressig, membre du directoire chargé de la relation client, qui prendra la tête d'Ionos. Emmanuel Raptopoulos assurera l'intérim et la recherche d'un successeur permanent est lancée.

Top US

Insmed +16,65 % : le laboratoire spécialisé dans les maladies respiratoires s'est envolé après des informations de Bloomberg selon lesquelles Sanofi étudierait son acquisition. Valorisé environ 26 MdsUSD avant l'annonce, Insmed pourrait faire l'objet de l'une des plus importantes opérations de rapprochement du secteur pharmaceutique. Les discussions restent exploratoires et aucun accord n'est garanti.
Palo Alto Networks +6,54 % : le spécialiste de la cybersécurité a dépassé les attentes avec un chiffre d'affaires trimestriel en hausse de 39%, contre environ 34% attendus, et un BPA ajusté de 1,05 USD, contre un consensus de 0,97 USD. Le groupe relève ses prévisions annuelles et annonce l'acquisition d'Applied Compute pour 4,5 MdsUSD en actions, afin de renforcer son offre de sécurisation des modèles d'IA en entreprise.
Powell Industries +3,83 % : le fabricant d'équipements électriques a publié un chiffre d'affaires trimestriel en hausse de 33%, à 397 MUSD, et un bénéfice net de 82 MUSD (+59%). Les nouvelles commandes ont bondi de 162%, à 710 MUSD, et le carnet atteint désormais 2,7 MdsUSD, notamment grâce à d'importants contrats dans le GNL et les centres de données.
Tyson Foods +10,71 % : le transformateur de viande a gagné près de 10% lundi après avoir évoqué les premiers signes d'amélioration de son activité bovine, pénalisée par la pénurie de bétail américain. Malgré une perte opérationnelle ajustée de 654 MUSD dans cette activité en 2026, le groupe espère revenir à l'équilibre, voire dégager un bénéfice en 2027.
Qualys +7,51 % : le spécialiste de la cybersécurité a renforcé son partenariat avec Cognizant, qui rejoint son alliance mondiale mROC. Les deux groupes proposeront des services de gestion des risques informatiques assistés par l'IA, capables de détecter, hiérarchiser et corriger les vulnérabilités dans les environnements cloud et hybrides.

Flop US

Strategy -30,3 % : la société de Michael Saylor poursuit sa chute, entraînée par le bitcoin, désormais autour de 64 000 USD. Déjà pénalisée par son retrait annoncé des indices MSCI, elle a subi une dégradation de Monness Crespi Hardt, passé à "vendre" avec un objectif de cours de 65 USD. L'analyste s'inquiète notamment de son endettement et de la dilution potentielle des actionnaires.
UnitedHealth -16,59 % et Humana -13,33 % : les assureurs santé ont plongé après la présentation d'un projet de réglementation renforçant les contrôles des remboursements publics dans le programme Medicare Advantage. L'administration américaine envisage de réclamer rétroactivement les sommes indûment versées depuis 2018, avec des récupérations estimées à 9 MdsUSD par année de paiement concernée.
Nebius -29,83 % : le fournisseur de capacités de calcul poursuit sa chute, car il est l'un des premiers fusibles lorsque les valeurs de l'IA tanguent. Et c'est la cas. Alors Nebius nous servira aussi de bouc émissaire cette semaine pour évoquer la violente chute généralisée qui ne fait que s'accentuer. Le Nasdaq 100 perd -10,43 % cette semaine, le SOXX -17,35 %.

Matières premières

Cuivre, or, argent, la grande purge
Un vent de liquidation a balayé l'ensemble des matières premières, des métaux industriels aux métaux précieux, dans un mouvement d'une ampleur rare qui place cette séquence parmi les plus sévères de ces deux dernières années :
Le cuivre a plongé de 10,9% depuis lundi, sa plus forte correction en dix-neuf mois. Le métal rouge a touché vendredi son plus bas niveau depuis mars et a enchaîné une sixième baisse hebdomadaire consécutive à Londres. Le moteur principal est l'essoufflement brutal de l'appétit pour les investissements dans les infrastructures d'intelligence artificielle, dont le cuivre était devenu l'un des grands bénéficiaires.
L'or cède 7,9% à 3 574 USD l'once et tombe à son plus bas niveau depuis plus d'un an. Un accès de faiblesse qui s'explique par la vigueur du dollar et les anticipations de resserrement monétaire de la Fed. L'argent et le platine amplifient le repli des métaux précieux avec des pertes à deux chiffres.
Le sucre brut se distingue à la baisse, avec un repli de 7% sur la semaine. La liquidation a été déclenchée jeudi par des fonds qui ont soldé une large partie de leurs positions acheteuses pour engranger leurs bénéfices avant la clôture des comptes de fin d'année. La vigueur du dollar et le recul du pétrole brut ont accentué la pression technique.
Le pétrole recule et se dirige vers une troisième baisse hebdomadaire consécutive. L'offre abondante en provenance du Golfe pèse sur les cours : les exportations saoudiennes ont bondi de près de 21% en septembre, malgré la poursuite des attaques des Houthis contre des pétroliers. Le Brent se négocie juste au-dessus de 91 USD vendredi.

Macroéconomie

Macro : Entre ralentissement de la construction des data centers aux Etats-Unis, hausses de taux de la Fed, et correction des marchés financiers, les craintes d'un ralentissement de la croissance commencent à émerger dans l'esprit des investisseurs. Dans ce contexte, les secteurs défensifs ont la cote, les taux longs repartent à la baisse, et le prix du cuivre est en chute libre. La dernière enquête de Bank of America auprès des gérants montre d'ailleurs bien l'évolution du sentiment. Depuis l'été, ces derniers pariaient majoritairement sur un scénario de "no landing" (pas de ralentissement économique). Ce mois-ci, le "soft landing" (ralentissement modéré) est de nouveau majoritaire.
Crypto : Le bitcoin évolue près de ses plus bas de l'année, autour de 62 000 USD, en chutant de 6% depuis lundi, et s'achemine vers une septième semaine consécutive de baisse. Ça commence à faire long et mal pour les crypto-investisseurs. Les ETF Bitcoin continuent d'enregistrer d'importantes sorties de capitaux, avec 1,12 MrdsUSD retirés cette semaine. Sur les trois dernières semaines, ce sont près de 3,5 MrdsUSD qui ont quitté ces produits financiers. Leur encours total gravite désormais autour de 76 MrdsUSD, contre 169 milliards à leur apogée en octobre 2025. Les tensions sur les marchés boursiers, les anticipations de hausses des taux d'intérêt et l'incertitude réglementaire entretenue par un Congrès à majorité démocrate ne contribuent pas vraiment à inverser la vapeur. Du côté des autres cryptos, même tendance : l'ether (ETH) recule de 5,5% à 1 700 USD, le solana (SOL) de 3% à 70 USD et le Binance Coin (BNB) de 5% à 567 USD. Au total, la capitalisation du marché des cryptomonnaies a été divisée par deux en un peu plus d'un an, passant de 4 250 MrdsUSD à environ 2 100 milliards aujourd'hui.
Encore une rude semaine pour les marchés. Les acteurs de l'intelligence artificielle ont mis un second genou à terre, malgré le bon accueil initial réservé à l'introduction en bourse d'Anthropic. Les investisseurs ont aussi vendu de l'or, en anticipant la poursuite de la hausse des taux aux Etats-Unis. L'Europe, qui avait bien tenu le choc jusque-là, a été emportée par la vague de prudence. L'indice VIX est remonté à 30 points : la nervosité est montée d'un cran.

Synthèse R I/Agence

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 19 Novembre 2026
Valeur : 23 Novembre 2026

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	136.9380	136.9530
1	EUR	EURO	150.4264	150.4703
1	GBP	POUND STERLING	180.2053	180.2725
100	JPY	JAPANESE YEN	85.9515	85.9664
1	CNY	CHINESE YUAN	20.5338	20.5373
1	CHF	SWISS FRANC	162.3642	162.4398
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	95.6672	95.6843
1	DKK	DANISH KRONE	20.0930	20.0982
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.4662	13.4685
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	14.1350	14.1377
1	AED	UAE DIRHAM	37.2844	37.2905
1	SAR	SAUDI RIYAL	36.5012	36.5111
1	KWD	KUWAITI DINAR	443.1650	443.3571
1	TND	TUNISIAN DINAR	44.9624	45.4143
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.7350	13.7365
1	LYD	LIBYAN DINAR	21.1207	21.2287
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.4218	3.4324
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	183.9966	183.9966

CHINE

La banque centrale maintient ses taux directeurs inchangés

Le produit intérieur brut (PIB) a augmenté de 4,5 % en glissement annuel entre juillet et septembre. La Banque populaire de Chine (PBOC) a maintenu ses taux directeurs à un et cinq ans inchangés pour le 18e mois consécutif, conformément aux attentes du marché.

Dans un communiqué, la banque a annoncé que le taux directeur à un an est resté stable à 3 %, tandis que le taux à cinq ans, utilisé comme référence pour les prêts hypothécaires, a été confirmé à 3,5 %. Cette décision intervient après une croissance de l'économie chinoise de 4,5 % en glissement annuel au troisième trimestre, dépassant les prévisions du marché et réduisant la pression sur les autorités pour qu'elles adoptent de nouvelles mesures d'assouplissement monétaire. Comme le soulignent les données publiées par le Bureau national des statistiques (BNS) le 19 octobre, l'économie chinoise a connu une croissance plus forte que prévu au troisième trimestre, soutenue par une forte hausse des exportations et une activité manufacturière dynamique, compensant ainsi la faiblesse persistante de la demande intérieure et atténuant la pression sur Pékin pour qu'il mette en œuvre des mesures de relance plus importantes.

Le produit intérieur brut (PIB) a progressé de 4,5 % en glissement annuel entre juillet et septembre, dépassant les prévisions des analystes qui tablaient sur une croissance de 4,4 % et marquant une accélération par rapport à la croissance de 4,3 % enregistrée au deuxième trimestre, le rythme le plus faible depuis plus de trois ans. Sur une base trimestrielle, le PIB a crû de 1,2 %, contre 1,1 % attendus, après une hausse de 0,9 % au trimestre précédent. Au cours des neuf premiers mois de l'année, l'économie chinoise a progressé de 4,6 %, conformément à l'objectif annuel du gouvernement, fixé entre 4,5 % et 5 %.

Les données globales masquent toutefois une tendance inégale : la production industrielle et les exportations progressent tandis que la consommation et l'investissement privés restent faibles. Les chiffres de septembre ont montré quelques signes d'amélioration de la demande intérieure. Les ventes au détail ont augmenté de 1,1 % sur un an, contre 0,4 % en août, soit leur rythme le plus rapide depuis mars. La production industrielle a crû de 5,5 %, contre 5,2 % le mois précédent, enregistrant ainsi sa plus forte hausse en six mois.ù

R I.

BUDGET DE L'UE

Paris rejette le nouveau projet, qui prévoit une baisse de 204 milliards d'euros

L'Élysée qualifie de «très décevant» le nouveau projet de budget présenté ce samedi par le président du Conseil européen pour la période 2028-2034. Le président du Conseil européen Antonio Costa a présenté samedi un nouveau projet de budget de l'UE pour la période 2028-2034, réduit de 204 milliards d'euros par rapport à la proposition initiale de la Commission, qui s'élevait à 2000 milliards d'euros. Ce projet révisé intègre également une proposition de nouvelle taxe sur les grandes entreprises du secteur numérique, a confirmé Antonio Costa, qui veut en outre mettre à l'étude la taxation des cryptoactifs. L'Élysée qualifie cette nouvelle proposition de «très décevante» et «ne constitue pas une base pour un accord», dans un communiqué de presse diffusé ce samedi. «La nouvelle boîte de négociation sur le prochain budget pluriannuel européen est très décevante. Le compte n'y est pas, en particulier sur la PAC (Politique agricole commune) et notamment pour garantir les aides au revenu des agriculteurs», a estimé la présidence française. De son côté, Berlin considère que ce nouveau projet de budget est un «premier pas» mais «son montant reste excessif». «Pratiquement tous les pays de l'UE doivent assainir leurs finances publiques. Une hausse de plus de 40 % du budget européen paraît difficilement compatible avec le contexte actuel», a réagi le chancelier allemand Friedrich Merz. Ces propositions constituent une nouvelle tentative pour trouver un compromis sur le futur budget de l'UE au sein des 27 États membres, jusqu'ici très divisés. Le mois dernier, l'Irlande, qui exerce la présidence tournante de l'Union européenne, avait proposé de réduire son montant total de 140 milliards d'euros, sans satisfaire les pays du Nord de l'Europe, Allemagne et Pays-Bas en tête, qui se sont surnommés les «frugaux».

Sommet de Bruxelles jeudi et vendredi

Antonio Costa, qui a repris en main les négociations, soumettra sa proposition de compromis aux dirigeants des Vingt-Sept lors d'un sommet organisé jeudi et vendredi à Bruxelles. En proposant des coupes dépassant les 200 milliards d'euros, il entend donner des gages aux «frugaux», tout en résistant à leur appel à sabrer encore plus durement dans les dépenses, pour ne pas affaiblir la capacité d'intervention de l'UE. Il dit avoir voulu répartir équitablement les coupes proposées entre les domaines d'action traditionnels, comme l'agriculture et la cohésion (des programmes défendus farouchement par les pays du Sud et de l'Est, qui en sont les principaux bénéficiaires), et les nouvelles priorités comme la compétitivité des entreprises et la recherche.

Agence

SUISSE

La BNS surveille de près les effets de second tour de l'inflation

La Banque nationale suisse (BNS) prête une grande attention aux éventuels effets de second tour liés à l'accélération de l'inflation avant sa prochaine décision de politique monétaire, a déclaré dimanche son vice-président Antoine Martin dans des propos publiés par la presse.

Dans un entretien accordé au journal suisse Le Matin Dimanche, Antoine Martin a déclaré que l'inflation avait continué d'augmenter depuis la dernière décision de politique monétaire de la banque et que la BNS suivait étroitement l'évolution de la situation.

« Nous prêtons une attention particulière aux éventuels effets de second tour », a déclaré Antoine Martin.

L'inflation annuelle en Suisse s'est accélérée plus rapidement que prévu, à 1,5 % en octobre contre 1 % en septembre, renforçant les attentes d'une possible hausse des taux d'intérêt par la BNS en décembre.

À la suite de la publication de ces données, le président de la BNS, Martin Schlegel, a déclaré que la poussée de l'inflation avait surpris la banque.

La BNS vise un taux d'inflation annuel compris entre 0 et 2 %.

Antoine Martin a déclaré que le franc suisse restait « très clairement » une monnaie refuge, estimant qu'en termes réels, il se situait encore à un niveau proche de celui où il se trouvait face à l'euro il y a cinq ans.

Bien que le franc se soit affaibli face au dollar et à l'euro plus tôt cette année, il s'est fortement apprécié en octobre, dans un contexte de volatilité des marchés liée à l'intelligence artificielle (IA), de hausse des prix de l'énergie et d'inquiétudes concernant la dette publique française.

« Notre principal risque reste le risque de change, c'est-à-dire les fluctuations entre le franc, le dollar et l'euro », a déclaré Antoine Martin.

Antoine Martin a réaffirmé le soutien de la BNS à un projet du gouvernement suisse visant à obliger UBS à doter entièrement ses filiales étrangères de fonds propres, dans le cadre d'une refonte de la réglementation bancaire à la suite de la faillite de Credit Suisse en 2023.

UBS a qualifié cette proposition d'excessive et de menace pour sa compétitivité, alimentant les spéculations selon lesquelles la banque pourrait transférer son siège à l'étranger.

Interrogé sur ce qui se passerait si UBS s'installait aux États-Unis, Antoine Martin a répondu que cette décision relevait de la direction de la banque. Il a ajouté que la Suisse offrait une stabilité politique, un cadre juridique prévisible et une main-d'œuvre qualifiée.

R I

CANADA

Les ventes au détail ont progressé de 0,8 % en septembre

Les ventes au détail ont augmenté de 0,8 % pour atteindre 75,3 milliards en septembre au pays, selon Statistique Canada, alors qu'elles ont été portées par la performance des stations-service et des marchands de combustibles.

En septembre, les ventes des stations-service et des marchands de combustibles ont progressé de 6,9 %. En volume, ce sous-secteur a enregistré une hausse de 1,6 %.

Les ventes au détail de base, qui excluent les stations-service et marchands de combustibles ainsi que les concessionnaires de véhicules et de pièces automobiles, ont affiché une hausse de 0,1 % en septembre.

Les ventes des détaillants de marchandises diverses ont enregistré une hausse de 1,5 % en septembre. Chez les détaillants de vêtements et d'accessoires vestimentaires, l'augmentation a été de 0,8 %.

Dans le sous-secteur des détaillants d'alimentation, les ventes ont reculé de 0,4 %.

En volume, les ventes au détail globales ont augmenté légèrement, de 0,1 %, en septembre.

Dans son aperçu pour octobre, Statistique Canada a dit plancher sur un recul de 1,5 % des ventes au détail, mais a rappelé que ce chiffre sera révisé.

Au Québec, les ventes au détail ont aussi augmenté de 0,8 % en septembre, pour atteindre 16,4 milliards.

R I.

AU ROYAUME-UNI

L'IA pour traquer les immigrés clandestins

Le gouvernement travailliste d'Andy Burnham mène une politique migratoire très radicale, recourant à des méthodes controversées comme la reconnaissance faciale.

Braquer son téléphone dans la rue sur un inconnu pour déterminer s'il s'agit d'un immigré illégal ou d'un criminel… Depuis le 17 novembre, c'est ce que peuvent faire une centaine d'agents de la Met, la police métropolitaine de Londres. L'expérimentation autorisée par le gouvernement travailliste d'Andy Burnham doit durer six mois.

Les policiers pourront donc scanner le visage d'individus grâce à une application qui compare leurs photos à une base de données où figurent des clichés pris en garde à vue ou lors de l'arrivée de migrants au Royaume-Uni.

Pour justifier ce recours à l'intelligence artificielle, sir Mark Rowley, le patron de la Met, assure que l'opération prend « vingt-cinq secondes contre potentiellement plusieurs heures auparavant pour identifier un individu et prendre les mesures nécessaires pour le protéger ou pour l'arrêter », concluant : « Cela aidera considérablement les agents. »

De son côté, la ministre de l'Intérieur Shabana Mahmood a qualifié la technique de reconnaissance faciale de « plus grande avancée pour attraper les criminels depuis l'identification par l'ADN ». Avant d'ajouter : « Nous devons veiller à ce que son utilisation soit équitable et proportionnée. »

Le risque que les policiers arrêtent des personnes innocentes, particulièrement celles issues des minorités ethniques, inquiète les défenseurs des libertés publiques. Selon des données officielles obtenues par le quotidien The Guardian, les statistiques de la police du pays de Galles, où une expérimentation semblable a été menée en 2025, révèlent que les membres de minorités ethniques représentent 24 % des personnes sélectionnées alors qu'ils ne constituent que 7 % de la population locale.

Agence

Meta réévalue son objectif zéro émission nette pour 2030 avec l'essor de l'IA

Les émissions nettes de gaz à effet de serre de Meta ont augmenté de 45 % en 2025, et la maison mère de Facebook revoit l'échéance de 2030 qu'elle s'était donnée pour parvenir à zéro émission nette.

Au début des années 2020, Meta s'était engagée à ramener à zéro, d'ici 2030, le bilan net des émissions de toute sa chaîne de valeur, de l'électricité de ses centres de données à la fabrication de ses serveurs. Dans son rapport de développement durable 2026, le groupe de Menlo Park reconnaît que la demande en infrastructures d'IA a augmenté plus vite que prévu. « Nos ambitions à long terme n'ont pas changé, mais notre environnement de travail a changé », écrivent Rachel Peterson, vice-présidente chargée des centres de données, et Blair Swedeen, responsable mondiale du zéro émission nette. Meta est ainsi le premier des GAFAM à revoir sa copie, alors que Google, Amazon et Microsoft maintiennent leurs objectifs, selon Ars Technica.



Les serveurs d'IA pèsent pour près des trois quarts des émissions de Meta

Meta a émis 11,8 millions de tonnes d'équivalent CO2 en 2025, contre 8,2 millions un an plus tôt, une fois déduits ses contrats d'électricité renouvelable. Sur ces 11,8 millions de tonnes, 8,7 millions proviennent de la fabrication des serveurs et des autres équipements de ses centres de données.
Le groupe a signé plus de 10 gigawatts de contrats d'énergie renouvelable en 2025, mais ils ne compensent que la consommation de ses sites. La fabrication de ses serveurs, chez ses fournisseurs, n'entre pas dans ce calcul. Meta a aussi financé le retrait de 80 000 tonnes de CO2 de l'atmosphère, moins de 1 % de ses émissions nettes.
Sans tenir compte de ses contrats, la firme a émis 21,7 millions de tonnes, contre 15,6 millions en 2024. Avec près de 40 % de plus en un an, Meta enregistre la plus forte hausse des quatre géants, précise Ars Technica. Les émissions de Microsoft ont augmenté de 25 %, celles de Google de 18 % et celles d'Amazon de 16 % sur un an.
Pour Rachel Peterson et Blair Swedeen, le réseau électrique américain ne suit pas. Il faut attendre des années pour raccorder une nouvelle centrale, et l'administration ne délivre pas les permis plus vite qu'avant. Pour alimenter Hyperion, son plus grand campus de centres de données, en Louisiane, Meta s'est donc engagée à financer dix centrales à gaz, selon TechCrunch. Le groupe a ensuite quitté le pacte RE100, qui l'engageait à n'utiliser que des énergies renouvelables.

Meta consomme plus d'eau dans les régions où l'eau est rare

Sur l'ensemble de ses sites, Meta a réduit sa consommation d'eau, de 3,1 milliards de litres en 2024 à 3 milliards en 2025. Mais dans les régions où la demande dépasse les ressources disponibles, ses sites ont consommé 931 millions de litres, contre 750 millions un an plus tôt.
La firme a aussi promis de restituer d'ici 2030 davantage d'eau que ses sites n'ont consommé. Grâce à ses projets de restauration, elle a rendu à la nature 11 milliards de litres en 2025, près de quatre fois la consommation de ses sites. Mais ce calcul laisse de côté l'eau des centrales qui produisent son électricité.
Meta calcule cette eau à part. Sans ses contrats d'énergie renouvelable, la production de son électricité aurait demandé 99 milliards de litres d'eau sur le réseau, selon le groupe, qui estime avoir évité près de 86 milliards de litres. Ses fournisseurs d'énergie renouvelable ont tout de même consommé 13,2 milliards de litres en 2025, contre 5,1 milliards en 2024. C'est plus que toute l'eau que Meta a restituée.

L'Italie continue d'investir dans l'hydrogène avec la construction de deux pôles Ufi Hydrogen

Tout juste inauguré, le pôle industriel et technologique d'UFI Hydrogen à Serravalle di Ala (Italie) sera bientôt rejoint par une nouvelle infrastructure scientifique et technologique dans la province de Trente. La preuve que l'hydrogène continue de concentrer les investissements de l'autre côté des Alpes.
Une annonce en grande pompe, et puis plus rien. En septembre 2024, l'entité Ufi Hydrogen avait profité du salon Automechanika de Francfort (Allemagne) pour présenter ses assemblages membrane-électrode. Ces éléments revêtus de catalyseur permettent la production d'un hydrogène vert convertissable en électricité. Cette technologie est pensée pour une utilisation dans les piles à combustible mais aussi dans les processus industriels et même dans l'approvisionnement de l'énergie domestique. Aussi révolutionnaire soit-elle sur le papier, elle n'était



plus franchement vantée lors de l'édition suivante d'Automechanika. En effet, deux ans après l'annonce, Ufi avait plutôt fait le choix d'honorer sa présence en Formule 1 via son savoir-faire historique : les filtres. Deux semaines après, le 25 septembre dernier, sa division Ufi Hydrogen inaugurait pourtant son nouveau pôle industriel et technologique à Serravalle di Ala (Italie). La preuve que le développement se poursuit ?
C'est visiblement le cas, mais l'évolution est désormais bien plus discrète. Ufi Hydrogen annonce néanmoins vouloir « porter à l'échelle industrielle » ses technologies développées depuis sa création en 2023.
Environ 50 millions d'euros seront ainsi investis d'ici 2029, en parallèle d'une augmentation des effectifs. Une centaine de personnes composeront, à terme, les rangs de la filiale. Bien que le site de Serravalle di Ala n'ait été inauguré qu'en septembre, il est opérationnel depuis le premier trimestre 2025. Il s'étend sur 14 000 m², dont 6 000 m² d'espaces intérieurs, et réunit les activités de recherche et développement, d'essais, de prototypage, d'industrialisation et de production. C'est également ici que les systèmes électrochimiques et les technologies d'hydrogène sont présentés aux principaux clients.

NVIDIA déploie un correctif pour stopper les écritures excessives sur les SSD

Sans trop faire de publicité au bug qui a frappé les dernières versions de ses pilotes graphiques, NVIDIA a publié un correctif pour remédier au problème. À n'installer que si vous êtes affectés, bien sûr.
Un fichier des pilotes pour cartes graphiques GeForce avait été accusé de provoquer une utilisation excessive du SSD sur lequel il était installé. NVIDIA n'a pas spécialement commenté la situation, mais s'est fendu d'un correctif de manière à peu près aussi rapide (et discrète) que son concurrent AMD touché par le même problème quelques jours plus tôt.

Jusqu'à 30 Go inscrits par heure

Jeudi dernier, nous évoquions un problème mis en lumière par nos confrères de Wccftech à propos des cartes graphiques NVIDIA. Plus précisément, le problème concerne les pilotes graphiques et un fichier en particulier.
Isolé par nos confrères, c'est donc NVDisplay.Container.exe qui est incriminé et qui semble faire des siennes, en réalité, depuis plusieurs années sur différentes machines. Dès janvier 2025, des propriétaires de PC Dell indiquaient que cet élément essentiel des pilotes NVIDIA écrivait en boucle dans un fichier de log, mais la quantité de données inscrites a considérablement augmenté avec la publication des pilotes 621.01 et 621.24.
Avec ces deux dernières versions des pilotes GeForce, on parle de 5 à 30 Go de données inscrites par heure avec, toutefois, un bémol : comme l'expliquait Wccftech, il s'agissait de mesures réalisées via le compteur de Windows qui ne correspondent pas forcément aux données réellement inscrites sur les puces de mémoire NAND du SSD. Reste que le problème est gênant.
En ce sens, il rappelle d'ailleurs un problème rencontré quelques jours plus tôt par AMD avec ses pilotes Adrenalin.
AMD avait d'ailleurs rapidement reconnu le problème et publié, dans la foulée, la version 26.11.1 de ses pilotes Adrenalin pour les cartes graphiques Radeon.

Un correctif rapidement déployé

NVIDIA n'a finalement pas trop tardé pour reconnaître à son tour le problème, même s'il n'a pas été question de le quantifier de quelque manière que ce soit. Un correctif est d'ores et déjà disponible.
Il s'agit logiquement de ce que l'on appelle un hotfix, c'est-à-dire un correctif ciblant un problème très précis. C'est, à première vue, la seule différence qui existe entre les pilotes graphiques 621.24 et ce hotfix estampillé 621.35.
Sur la plateforme X, NVIDIA a publié l'information le lendemain de la révélation par nos confrères de Wccftech.
Dans ce genre de cas, nous ne conseillons pas forcément de mettre à jour les pilotes graphiques. En effet, sur de très nombreuses configurations, aucun problème d'écriture excessive n'a été observé. C'est notamment le cas sur plusieurs de nos PC, à Clubic. En revanche, dès lors que le problème a été identifié, il est impératif d'appliquer le correctif proposé par NVIDIA.
Plusieurs utilisateurs ont d'ailleurs souligné le fait que NVIDIA – pas plus qu'AMD avant lui – n'a évoqué la question de compensations financières si les SSD ont été abusivement sollicités de manière massive.

TESLA EN ARGENTINE

Elon Musk lance la marque avec une vidéo gênante aux côtés de Milei

Pour lancer Tesla en Argentine, Elon Musk est intervenu environ deux minutes en visioconférence depuis un avion, sans présenter une seule voiture, et il a fini par avouer qu'il ne savait pas quoi dire. Sur scène à Buenos Aires, le président Javier Milei a volé au secours de son invité.

Elon Musk a littéralement bugué. Tesla a ouvert la vente de ses voitures en Argentine vendredi soir, dans le quartier de La Boca, à Buenos Aires, mais les Argentins ont surtout retenu une vidéo d'Elon Musk, vue plus de 1,1 million de fois en une nuit dans une seule publication sur X. Après un discours de moins de huit minutes de Javier Milei, l'animateur a annoncé « notre prochain invité », sous les rires du président, qui sautillait sur place. Elon Musk est apparu à l'écran, dans un avion. « En fait, je ne sais pas trop quoi dire, à part merci d'accueillir Tesla en Argentine », a-t-il lâché après un regard de chaque côté.
Le patron de Tesla s'est contenté du minimum syndical, souhaiter aux Argentins de profiter de leurs voitures et d'annoncer un réseau national de Superchargeurs, selon Tesla Mag. Il s'est encore excusé, puis il a disparu de l'écran avant d'avoir dit au revoir, raconte Electrek. Malpoli avec ça.



Tesla vend ses voitures plus cher en Argentine qu'en Uruguay

Les Argentins peuvent commander en ligne cinq versions de la Model 3 et du Model Y, toutes fabriquées dans l'usine Tesla de Shanghai. La moins chère, la Model 3 Propulsion, coûte 40 990 dollars taxes comprises, et le Model Y Propulsion 43 990 dollars, plus environ 600 dollars de frais de réservation, de livraison et de dossier. La Model 3 Propulsion coûte ainsi 8 000 dollars de plus qu'en Uruguay, où Tesla la vend 32 990 dollars depuis juillet.
Tesla n'a pas de concessionnaire en Argentine et prend les commandes sur son site. Les acheteurs peuvent voir et essayer les voitures dans deux centres commerciaux de Buenos Aires, Unicenter et Alcorta, et les banques Santander et Comafi proposent un crédit, d'après Tesla Mag.
Les premières livraisons sont attendues en mars ou en avril 2027. Tesla installera ses Superchargeurs dans les stations-service de YPF, la compagnie pétrolière publique argentine. Mais on ne sait pas encore combien de bornes seront construites, ni quand.
L'Argentine est le quatrième pays d'Amérique du Sud où Tesla vend directement ses voitures, après le Chili, la Colombie et l'Uruguay. Le constructeur ouvre ces marchés alors que ses livraisons mondiales ont reculé de 8,6 % en 2025, à 1,636 million de véhicules, pour la deuxième année de suite, et que BYD l'a dépassé au classement mondial des ventes de voitures électriques. Pour Electrek, Elon Musk a montré lors de ce lancement qu'il ne s'intéressait plus guère à la vente de voitures.
Depuis deux ans, il répète aux investisseurs que l'avenir de Tesla passe par les robotaxis et les robots humanoïdes Optimus, et il vient d'annoncer la fin de la production du Cybertruck en 2027.

Javier Milei a supprimé les taxes qui fermaient l'Argentine à Tesla

L'Argentine a longtemps tenu les voitures importées à l'écart, avec de lourdes taxes et des restrictions sur l'achat de dollars. Sur scène, Javier Milei a rappelé la suppression de l'impôt PAIS, qui frappait les achats de devises, et des taxes internes sur les voitures. Son gouvernement a aussi élargi le quota de voitures électriques importées sans droits de douane à des modèles plus chers. Le chinois BYD a profité de ces baisses de taxes, et il domine aujourd'hui le marché argentin de la voiture électrique, selon Electrek.
Le président argentin ne cache pas son admiration pour Elon Musk, qu'il a rencontré pour la première fois en avril 2024, dans l'usine Tesla du Texas. Après l'appel raté, il a pris la défense de son invité en lançant à la salle que « ceux qui font beaucoup parlent peu », puis il a salué en lui le « Léonard de Vinci du XXIe siècle ». Elon Musk avait commencé un « J'aimerais venir… », et il avait fini par remercier la salle de l'accueil.

Renault va vendre des voitures chinoises : jusqu'où va son alliance avec Geely ?

Renault va désormais commercialiser des voitures chinoises Geely en Argentine, après avoir déjà ouvert son réseau et ses usines au constructeur au Brésil. Une stratégie qui illustre l'ampleur prise par leur alliance, mais aussi l'évolution du marché automobile : alors que les marques chinoises gagnent du terrain à l'international, Renault contribue lui-même à leur expansion. Quitte à favoriser un concurrent sur des marchés où il vend déjà ses propres modèles.
Renault ne se contente plus de fabriquer des voitures avec le groupe chinois Geely : il participe aussi à leur commercialisation. Le 17 novembre 2026, les deux constructeurs ont annoncé un nouvel accord portant sur la distribution des véhicules électrifiés de Geely en Argentine. Concrètement, Renault Argentine devient le distributeur officiel de la marque chinoise, qui pourra s'appuyer sur les capacités commerciales et le réseau de service après-vente du groupe français pour se développer dans le pays. Les modèles concernés et leur calendrier de lancement n'ont toutefois pas été précisés.
Cette annonce prolonge une coopération déjà bien engagée au Brésil. Dès février 2025, Renault et Geely avaient annoncé leur intention de produire et de commercialiser ensemble des véhicules électriques et hybrides sur ce marché. Depuis, leur rapprochement s'est concrétisé : en novembre 2025, Geely a pris 26,4 % du capital de Renault do Brasil. Le groupe chinois bénéficie ainsi de l'implantation industrielle de Renault, notamment de son complexe Ayrton Senna, situé à Curitiba, dans l'État du Paraná.



Un programme d'investissement de 3,8 milliards de réais (environ 616 millions d'euros), annoncé fin 2025, a depuis été complété par une nouvelle enveloppe de 2 milliards de réais (environ 325 millions d'euros) en septembre 2026. Au total, 5,8 milliards de réais (environ 940 millions d'euros) doivent notamment permettre d'adapter les installations brésiliennes à de nouvelles plateformes et à plusieurs futurs modèles. Mais l'accord argentin marque une nouvelle étape : Renault contribue désormais à l'expansion commerciale de Geely sur un deuxième grand marché sud-américain.

Une alliance qui va au-delà de l'Amérique du Sud

Le rapprochement entre Renault et Geely ne date pas d'hier. En 2022, le constructeur chinois est entré au capital de Renault Korea, dont il détient aujourd'hui 34,02 %. Cette coopération a notamment donné naissance au Renault Grand Koleos, un SUV commercialisé en Corée du Sud et étroitement dérivé du Geely Monjaro, désormais proposé en pré-réservation en France sous la marque chinoise. Autrement dit, Renault vend déjà sous son propre emblème un véhicule largement conçu à partir d'un modèle chinois.
Les deux groupes ont également créé Horse Powertrain, une entreprise spécialisée dans les motorisations thermiques et hybrides. Depuis décembre 2024, Renault et Geely en possèdent chacun 45 %, les 10 % restants appartenant au groupe pétrolier saoudien Aramco. Leur collaboration concerne donc aussi bien les technologies que la production et, désormais, la distribution. Une proximité industrielle qui prend une dimension particulière à mesure que Geely développe ses ambitions internationales.

Pourquoi Renault aide-t-il un concurrent à vendre ses voitures ?

À première vue, la stratégie peut surprendre. Pourquoi un constructeur historique accepterait-il de mettre ses moyens industriels et commerciaux au service d'une marque susceptible de lui prendre des clients ? Parce que cette coopération présente aussi des avantages très concrets pour Renault. Au Brésil, accueillir de nouveaux modèles Geely permet de mieux exploiter les capacités de son usine. Et en Argentine, où Renault vient notamment de lancer son nouveau pick-up Niagara, la distribution de véhicules supplémentaires peut générer de l'activité pour son réseau et ses services après-vente.
De son côté, Geely évite de devoir bâtir seul une implantation commerciale et industrielle sur des marchés où Renault possède déjà une longue expérience. Chacun apporte donc ce qui manque à l'autre : un ancrage local pour le groupe chinois, des technologies et de nouvelles perspectives d'activité pour le français. L'accord ne signifie pas pour autant que Renault renonce à développer sa propre gamme dans ces pays.
Cette stratégie rappelle en fait celle de Stellantis avec Leapmotor. Le groupe franco-italo-américain s'appuie sur son réseau européen pour distribuer les voitures électriques de son partenaire chinois, tout en poursuivant la commercialisation de ses propres marques. Dans les deux cas, la frontière entre partenaire et concurrent devient de plus en plus difficile à tracer.

Des partenaires aujourd'hui, des concurrents demain ?

Le contexte a pourtant changé depuis les premiers accords entre Renault et Geely. Les constructeurs chinois ne cherchent plus seulement à vendre des technologies ou à produire pour des marques étrangères. Ils développent désormais leurs propres réseaux et leurs propres gammes à l'international, y compris en Europe. Geely participe déjà à cette offensive, avec plusieurs modèles commercialisés en France depuis le printemps 2026.
C'est tout le paradoxe de cette alliance. En Argentine comme au Brésil, Renault facilite le développement commercial d'une marque qui pourrait concurrencer ses propres véhicules. En France, les deux constructeurs peuvent également se retrouver face à face. Rien ne permet cependant d'affirmer que cette concurrence pénalisera nécessairement Renault : tout dépendra des modèles proposés, de leurs prix et de leur positionnement respectif.
L'accord argentin illustre surtout la transformation actuelle de l'industrie automobile. Face aux coûts de développement de l'électrification et à la montée en puissance des groupes chinois, certains constructeurs européens préfèrent partager leurs moyens plutôt que de chercher à tout faire seuls. Renault et Geely poussent cette logique particulièrement loin. Reste à savoir jusqu'où leurs intérêts pourront continuer à converger lorsque leurs voitures viseront les mêmes clients.

Fabuliste français / Dramaturge français
Résiliaient / Messagers
Calcium / Repassé
Apéritif
Ville du Nevada / Entrée vietnamienne
Chemisiers
Raclées
Arme rudimentaire
Fanée
Prénom féminin / Ordres de mammifères
Fatigué
Goupils / Petit chemin
Mammifères marins
Éveillé / Estima
Cent un romain
Riposte
Boisson du petit déjeuner
Sépia / Suite d'étoiles
Opposé à la force / Remplace le RMI
Friche
Instruis / Chaine publique italienne
Roues à gorge / Méat urinaire
Pareil-lement / Mis hors de combat
Empestes
Admirateur / Grosse tumeur au cou
Bon sens
Jaunit
Petite classe
Indien d'Amérique
Tombé / Exister
Mammifère marin
Argon
Capitale du Maroc
Mal d'oreilles / Bains
Id Est / Arbres
Fleuve français
Plantes herbacées
Aplanis / Distance chinoise
Énergie / Derrière
Comprimeras
Pour relier
Gadoues
Bison d'Europe
Maison italienne / Lettre grecque
Leste
Soucieux / Pentes d'in montagne
Préfecture de la Loire-Atlantique
Astate / Donne un bon duvet
Produira
Trous de nez
Annonce la spécialité
Partie latérale de la tête
Points cardinaux opposés
Arbre / Grand-père
Bien être / Protection (prendre sous son)
Chaine de montagnes sud-américaine / Solution
Beau perroquet
Voile triangulaire
Évoquer / Troisième personne du singulier
Exécutas
Indium
Socle
Disperserai
Aériennes
Éta

Les Enjeux Eco
Quotidien national de l'économie
Lundi 23 novembre 2026 http:www.lesenjeuxeco.dz

AFLOU

Vers le raccordement de 109 exploitations agricoles au réseau électrique

Le coup d'envoi des travaux de raccordement de 109 exploitations agricoles au réseau électrique a été donné dimanche dans la wilaya d'Aflou, par les autorités locales. Intervenant à cette occasion, le wali d'Aflou, Riadh Benahmed, a indiqué que cette opération, qui concerne une superficie globale de 600 hectares (ha) répartie sur 12 communes de la wilaya, s'inscrit dans le cadre de la deuxième tranche du programme d'électrification agricole initié par le président de la République.

COP 31

l'UE «s'oppose » à l'adoption de la déclaration finale

La plus longue conférence de l'ONU sur le climat de l'histoire a échoué dimanche 22 novembre en Turquie à adopter le projet de décision finale qui omettait les énergies fossiles, après son rejet par l'Union européenne et d'autres pays.
Après plus de deux semaines de négociations et deux jours de retard sur la date de clôture initiale de la 31e conférence des Nations unies sur les changements climatiques, le président turc Murat Kurum a annoncé le rejet de la proposition de décision finale qu'il avait présentée dimanche 22 novembre aux premières heures. Il a été contraint de reconnaître son échec à faire adopter la proposition de déclaration politique qu'il avait préparée avec la présidence australienne des négociations, et qui devait faire office de principal résultat de la conférence. « Il semble que certaines parties s'opposent à ce texte » et, en l'absence de consensus, les « décisions n'ont pas été adoptées », a admis Murat Kurum lors d'une séance plénière.
« Nous n'approuverons pas une décision […] ne mentionnant même pas les combustibles fossiles, qui sont le principal moteur du changement climatique », a annoncé le ministre irlandais du Climat Darragh O'Brien, dont le pays assure actuellement la présidence de l'UE, en séance plénière.

Synthèse R I.

MOSTAGANEM

Signature d'une convention entre l'ENAB et l'Entreprise portuaire

L'Entreprise nationale d'approvisionnement en bois et dérivés (ENAB) a signé une convention-cadre avec l'Entreprise portuaire de Mostaganem, a indiqué dimanche un communiqué de l'ENAB.
Selon la même source, cette convention s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, relative à la réorganisation des ports nationaux et à leur spécialisation en fonction de leurs activités. Cette décision prévoit notamment de réserver le port de Mostaganem exclusivement aux opérations d'importation effectuées par les entreprises et organismes publics, précise le communiqué.
Cette convention vise à renforcer la coopération et la coordination entre les deux entreprises, à travers l'exploitation des capacités et des infrastructures du port de Mostaganem, notamment pour les opérations d'importation de bois et de ses dérivés par voie maritime, ajoute la même source.
Elle a également pour objectif de soutenir les opérations logistiques et d'améliorer les conditions de réception et de traitement des cargaisons, contribuant ainsi à renforcer l'efficacité opérationnelle et l'intégration entre les entreprises publiques.
Dans le même contexte, l'Entreprise portuaire de Mostaganem avait conclu, à la fin du mois d'octobre dernier, quatre conventions avec deux filiales du groupe Sonatrach, à savoir la Société algérienne de réalisation des projets industriels (SARPI) et l'Entreprise nationale des grands travaux pétroliers (ENGTP), ainsi qu'avec les groupes Cosider et Madar.
Par ailleurs, et dans le cadre des efforts visant à faciliter les procédures administratives et à rapprocher les services des opérateurs économiques, l'Entreprise portuaire de Mostaganem a procédé, durant la même période, à la mise en service d'un guichet unique.
Cette structure regroupe les différents services et organismes intervenant dans l'activité portuaire, notamment les organismes publics chargés des analyses, du contrôle, de l'inspection sanitaire et vétérinaire, ainsi que les laboratoires publics relevant du réseau des infrastructures techniques, a-t-on précisé de même source.

APS

AIE

Le refroidissement devient le premier poste de croissance de la demande électrique mondiale

La climatisation est devenue essentielle pour protéger la santé face aux vagues de chaleur. Toutefois, son essor entraîne une hausse considérable des besoins en électricité dans le monde, mettant sous pression parfois des réseaux déjà fragiles.
Dans le monde, la demande d'électricité pour refroidir les bâtiments dépasse désormais celle nécessaire au chauffage.
C'est ce que révèle l'Agence internationale de l'énergie (AIE) dans son « World Energy Outlook 2026 » publié le 19 novembre.
Portés par la hausse des températures, l'urbanisation, l'amélioration des revenus et la baisse du prix des climatiseurs, les besoins en climatisation ont explosé sur la dernière décennie.
Selon l'organisation, la demande mondiale d'électricité pour le refroidissement des espaces a augmenté de 50% depuis 2015, pour atteindre environ 2 900 térawattheures, soit plus que la consommation électrique annuelle de l'ensemble de l'Union européenne. Cet essor a stimulé le développement d'un marché dynamique.
En 2024, les expéditions mondiales de climatiseurs ont atteint 200 millions d'unités, portées par une hausse de 10% en Inde, au Moyen-Orient, aux États-Unis et en Europe, ainsi que par une progression de plus de 40% en Amérique latine et en Afrique. Au total, l'AIE estime qu'environ 40% de la population mondiale a accès à la climatisation, alors que plus de 80% connaît des besoins de refroidissement au moins une partie de l'année.
L'organisation souligne que la montée du refroidissement modifie la structure de la demande électrique. Contrairement au chauffage, souvent réparti sur plusieurs mois, la climatisation se concentre sur quelques heures de pointe, notamment en fin de journée. Elle représente ainsi environ 10% de la consommation annuelle d'électricité, mais jusqu'à 30% de la pointe de demande.

Un marché appelé à poursuivre sa croissance

La demande mondiale de refroidissement devrait encore progresser de 1 700 térawattheures d'ici 2035, selon le scénario des politiques annoncées — soit l'équivalent de la consommation annuelle combinée du Japon et de la Corée du Sud. En cas de canicules plus fréquentes liées au phénomène El Niño, cette hausse pourrait atteindre 700 térawattheures supplémentaires.
Selon l'AIE, le refroidissement représentera plus de 40% de la croissance de la demande énergétique mondiale au cours de la prochaine décennie. Cette évolution est accélérée par des étés de plus en plus chauds, y compris dans des régions traditionnellement tempérées comme l'Europe. À l'horizon 2050, plus de 80% de la demande d'électricité liée au refroidissement devrait émaner des économies émergentes et en développement.
Cette trajectoire accentuera la pression sur des réseaux déjà fragiles, notamment dans plusieurs pays africains. Si dans la région, les besoins de refroidissement sont élevés, l'accès aux climatiseurs demeure très inégal.
En Afrique subsaharienne, leur utilisation en dehors du quintile le plus riche (20% les plus riches) reste extrêmement limitée, notamment en raison du manque d'accès à l'électricité.
Cette situation crée un paradoxe. Les populations les plus vulnérables aux vagues de chaleur sont souvent celles qui disposent de moins de moyens pour s'en protéger. Or, le refroidissement n'est pas un luxe : il peut contribuer à réduire la mortalité liée à la chaleur, améliorer la productivité et protéger les systèmes de santé. Face à ces besoins croissants, le défi est donc double : démocratiser l'accès au refroidissement sans saturer des réseaux déjà fragiles ni renforcer la dépendance aux énergies fossiles.

Au-delà du climatiseur, des solutions complémentaires

Plus globalement, selon l'AIE, la réponse aux vagues de chaleur ne peut pas se limiter à l'installation de climatiseurs. L'organisation estime que les climatiseurs les plus performants peuvent consommer jusqu'à quatre fois moins d'énergie que les modèles les moins efficaces, et plus de deux fois moins que la moyenne des appareils actuellement vendus.
Dans un tel contexte, améliorer les normes d'efficacité, les étiquettes énergétiques et les incitations à l'achat peut réduire la pression sur les réseaux sans nécessairement augmenter le prix d'achat.
En outre, les solutions passives jouent aussi un rôle essentiel. Une meilleure isolation, l'ombrage, la ventilation naturelle et la conception urbaine peuvent réduire fortement les besoins de refroidissement.
D'après l'AIE, l'isolation et l'ombrage extérieur peuvent diminuer jusqu'à 80% la demande de refroidissement d'un bâtiment, tandis que la ventilation naturelle peut abaisser la température intérieure de 9 °C.
Les villes gagneraient également à s'adapter. L'effet d'îlot de chaleur urbain aggrave les températures dans les centres densément construits. Les espaces verts, les plans d'action chaleur et les réseaux de froid urbain peuvent réduire ces effets et améliorer la résilience.

Agence

BEJAIA/ CENTRE DE DÉVELOPPEMENT DE L'ENTREPRENEURIAT

Plus de 1.000 étudiants formés à l'entrepreneuriat depuis 2024

Plus d'un millier d'étudiants ont bénéficié de formations dispensées par le Centre de développement de l'entrepreneuriat (CDE) de l'Université Abderrahmane-Mira de Bejaia depuis février 2024, a-t-on appris, dimanche, auprès de cet établissement d'enseignement supérieur.
Intervenant lors de la cérémonie d'ouverture de la Semaine mondiale de l'entrepreneuriat organisée à l'auditorium "Les frères Hachelaf" du campus d'Aboudaou, M. Mourad Mahmoudi a indiqué que le CDE, qu'il préside, a formé plus de 1.000 étudiants et diplômés à l'entrepreneuriat, à travers 42 sessions organisées depuis février 2024.
Le même responsable a également fait état du financement, au 30 octobre dernier, de 161 projets par le Comité de sélection, de validation et de financement (CSVF) de l'antenne de Bejaia de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA), avec un taux d'acceptation avoisinant les 97%. Cette performance s'explique essentiellement par la qualité de la formation assurée par les enseignants-formateurs, ainsi que par l'engagement des étudiants porteurs de projets, a souligné M. Mahmoudi.
De son côté, la vice-rectrice chargée des relations extérieures, Belhoucine Mounia, a souligné le rôle de l'université dans la formation et l'accompagnement des étudiants tout au long de leur cursus universitaire.
Elle a indiqué que l'université assume une responsabilité sociétale consistant notamment à préparer les étudiants au monde du travail et à développer leurs compétences entrepreneuriales.
Placée sous le thème " De l'idée à l'entreprise", la Semaine mondiale de l'entrepreneuriat qui se poursuit jusqu'au 26 novembre, a réuni des étudiants, des diplômés ayant déjà concrétisé leurs projets, ainsi que des représentants des différents organismes et institutions impliqués dans cette initiative.

APS